



**Propositions méthodologiques pour l'évaluation du
dispositif CODEV-OGAF de la province Nord en
Nouvelle-Calédonie**

*Travaux réalisés par l'axe III de l'IAC
avec une mission d'appui du CIRAD
Département Environnement et Sociétés*

Convention IAC-PN n°09C248/2009

Jean-François BELIERES CIRAD/ES
Pierre-Marie BOSC CIRAD/ES
Michel PASSOUANT CIRAD/ES
Catherine GAILLARD IAC
Julie FRAPPIER IAC
Jean-Michel SOURISSEAU IAC

Février 2010

SOMMAIRE

Sommaire	2
Résumé	4
1. Introduction	6
2. Contexte de l'étude.....	7
2.1. Le dispositif CODEV	7
2.2. La demande de la province Nord	7
2.3. Déroulement de l'expertise	8
3. Principaux résultats	9
3.1. La base données du suivi évaluation du CODEV	9
3.1.1. Descriptif sommaire	9
3.1.2. Estimation des subventions versées pour les projets non renseignés.....	10
3.1.3. Caractérisation des projets de la base de données.....	11
3.2. Attentes de l'évaluation et méthodologie proposée	14
3.2.1. Objectifs de l'évaluation	14
3.2.2. Comment apprécier les résultats par rapport aux objectifs	18
3.2.3. Une série de travaux et d'enquêtes quantitatives et qualitatives.....	20
3.3. Préparation de la base de sondage.....	22
3.3.1. Répartition selon deux périodes pour prendre en compte les changements dans les modalités d'intervention du CODEV	22
3.3.2. Forte disparité entre les projets	24
3.3.3. Répartition des subventions versées par la province Nord entre les promoteurs...	25
3.3.4. Mise à l'écart des projets et promoteurs de très grande taille pour la construction de la base de sondage	26
3.3.5. Les différentes catégories de projets	27
3.4. L'échantillon des 400 projets à enquêter.....	28
3.4.1. Taille et tirage de l'échantillon.....	28
3.4.2. Caractérisation succincte de l'échantillon.....	30
3.5. Questionnaires et guide d'entretien.....	31
3.5.1. Le questionnaire projet.....	31
3.5.2. Le guide d'entretien trajectoire de promoteurs	33
3.5.3. Le guide d'entretien acteurs du dispositif	34
3.6. Construction de la base de données pour la saisie et le dépouillement.....	34

4.	Dispositif pour la réalisation de l'étude	37
4.1.	Pilotage de l'évaluation	37
4.2.	Calendrier de travail prévisionnel	37
4.3.	Logistique des enquêtes	38
4.3.1.	L'équipe	38
4.3.2.	Le déroulement de la phase d'enquêtes.....	38
4.4.	L'analyse des données et la rédaction du rapport	39
5.	Conclusion.....	40
6.	ANNEXES	41
6.1.	Annexe 1 : Termes de référence de la mission.....	42
6.2.	Modèle Conceptuel de Données de la base CODEV	44
6.3.	Tableau de données	45
6.4.	Compte rendu du comité de pilotage du 05 février.....	46
6.5.	Compte rendu du comité de pilotage du 12 février.....	49
6.6.	Liste des entreprises écartées de la base de sondage.....	51
6.7.	Questionnaires (documents joints)	53

RESUME

Nota : dans ce qui suit, les projets soutenus par le CODEV ou soutenus par le dispositif CODEV OGAF seront désignés sous le terme générique projet CODEV et ce pour des commodités de rédaction uniquement ?

Ce rapport est une contribution au montage de l'étude d'évaluation du CODEV¹ en province Nord de Nouvelle-Calédonie, confié à l'IAC (convention n°09C248/2009). Il rend compte des travaux conduits par l'équipe de l'IAC associée à deux chercheurs du Cirad durant le mois de février 2010. Conformément aux termes de la convention, les travaux conduits ont permis de préparer les travaux proprement dits de l'évaluation (enquête et entretiens, traitement des données), devant faire l'objet d'une autre convention et devant déboucher sur la remise du rapport final d'évaluation fin juillet.

La question de l'évaluation du CODEV suppose que l'on replace ce dispositif dans l'histoire récente des politiques publiques de la province constituée en tant qu'exécutif territorial à partir de 1988 date des Accords Matignon Oudinot. Cette évaluation pose des problèmes de méthode pour plusieurs raisons et notamment, la durée du dispositif (1990-2010) et les évolutions du contexte, l'absence de situation de référence ou d'échantillon de « contrôle », les changements d'orientations... Il a été retenu de combiner une approche qualitative et quantitative (quand cela est possible) qui fait appel à : (i) une enquête représentative sur un échantillon tiré de manière aléatoire dans l'ensemble des projets soutenus par le CODEV ; (ii) une série d'entretiens semi ouverts conduits à partir d'une grille auprès d'un échantillon raisonné de promoteurs choisis en collaboration avec les services techniques de la province pour leur signification économique et sociale ; (iii) une série d'entretiens avec les acteurs en charge du dispositif CODEV. Enfin sur la base des premiers résultats et analyses, deux sessions d'échanges avec les services de la province permettront de déboucher sur une analyse partagée des conclusions et des perspectives.

Une partie du travail a consisté à préparer la base de données pour le tirage de l'échantillon. Cette base a été constituée à partir d'une extraction de la base de données de la province Nord, contenant l'ensemble des projets enregistrés jusqu'en février 2010 et les ajouts de la base de suivi constituée par l'IAC en collaboration avec la province en 2009. Ont enfin été retirés de la base d'échantillonnage les quelques projets de trop grande ampleur, dont le suivi en peut se résoudre à un passage rapide d'un questionnaire, mais relève davantage de l'audit. Des analyses préalables au tirage au sort permettent d'ores et déjà de dresser un état des projets financés par le CODEV. Ces analyses ont permis de stratifier la population des projets et de préparer le tirage au sort. La base de données préparée pour le tirage représente la population qui fait l'objet de cette évaluation est constituée de 3 362 projets financés entre 1989 et 2008 (compris) pour 2 720 promoteurs. Ces projets représentent un montant total des plans de financement de 9,8 milliards dont 3,4 milliards de subventions versées par la province Nord. L'objectif fixé pour cette évaluation était 400 projets enquêtés soit un taux de sondage de 12%. Pour disposer d'un échantillon un peu plus large, 448 projets ont été tirés au

¹ Le CODEV est le Code de Développement dont s'est doté l'exécutif de la province au début des années 1990 (délibération n°113/90 du 27 mars 1990)

hasard dans la base de sondage (tirage avec stratification par période et type de projet), soit un taux de sondage de plus de 13%. Cette enquête sur échantillon représentatif produira des informations extrapolables sur l'ensemble du dispositif CODEV.

L'autre partie du travail a consisté à mettre au point les guides d'enquêtes et d'entretien pour les promoteurs. Un premier questionnaire a été élaboré à partir de quelques tests successifs auprès d'un petit nombre de promoteurs choisis pour leur disponibilité et leur ouverture pour se prêter à ce type d'exercice. Ce questionnaire permet de saisir les caractéristiques socio économiques des promoteurs et de leur ménage. Il a été construit de manière à apprécier les effets du projet CODEV et d'en appréhender les facteurs favorisant et les facteurs de blocage potentiel. Ce questionnaire cherche à saisir les changements qui peuvent être mis en relation avec le projet. A partir de ce questionnaire individuel, une adaptation pour des structures collectives (organisation, GIE, GDPL...) a été réalisée car une partie des projets CODEV a concerné ce type de structure. Une réflexion a également été conduite pour définir les modalités de prise en compte des promoteurs (individuels ou collectifs) ayant bénéficié de plus d'un soutien CODEV. Un guide d'entretien de type « Trajectoire personnelle » a enfin été élaboré. Contrairement à l'enquête sur échantillon aléatoire, cet échantillon de promoteurs sera raisonné et choisi en fonction de la signification économique et sociale des promoteurs retenus en collaboration avec les services concernés.

Le rapport se termine par une présentation du dispositif d'étude proposé et de son déroulement pour les prochains mois.

1. INTRODUCTION

Ce rapport est structuré en trois parties.

Une première partie rappelle le contexte de l'étude et le montage élaboré par l'IAC pour répondre à la demande de préparation de l'évaluation du CODEV par la province Nord.

La deuxième partie présente les principaux résultats obtenus lors du mois de février 2010 au cours de laquelle une mission de deux semaines a été réalisée par deux chercheurs du département Environnements et Sociétés du Cirad. Cette mission a donné lieu à deux comités de pilotage qui ont débattu de points de méthode soulevés par l'équipe et ont défini des orientations en conséquence ;

Ces résultats sont exposés de la manière suivante :

- une analyse de la base de données de suivi mise en place par la province Nord avec l'appui de l'IAC qui permet de cerner les informations globales disponibles sur la mise en œuvre du dispositif CODEV
- une présentation des attentes de la province en matière d'évaluation du dispositif et les critères à prendre en compte ;
- des explications sur les choix méthodologiques et une présentation des différents outils mobilisés ;
- la préparation de la base de sondage à partir d'une analyse des informations de la base de suivi selon les périodes de fonctionnement du CODEV, les types de projets et les montants des projets ;
- la description du tirage au sort réalisé en ayant le souci de tirer environ 450 projets mais en tenant compte que les promoteurs ont eu en moyenne 1,25 projet, ce qui a nécessité d'ajuster la méthode de tirage au sort des projets / promoteurs enquêtés ;
- la présentation des rubriques du questionnaire pour les 448 enquêtes projets / promoteurs ;
- les thèmes abordés lors des entretiens semi directifs sur échantillon raisonné de promoteurs ;

Une troisième partie présente le déroulement proposé pour l'évaluation proprement dite, ainsi qu'un chronogramme prévisionnel.

Des annexes complètent les informations du rapport et mettent à disposition des informations sur la base de données, les questionnaires et guide d'entretien.

2. CONTEXTE DE L'ETUDE

2.1. Le dispositif CODEV

Le Code de Développement (CODEV) est l'un des principaux outils d'appui au développement économique et aux initiatives individuelles et collectives en province Nord. Dès lors couplé avec le dispositif OGAF, cet instrument a été, depuis la mise en œuvre des Accords de Matignon, le principal outil d'appui aux initiatives socio-économiques des habitants de la province Nord ; il devait notamment permettre de s'attaquer à la délicate question du rééquilibrage entre les provinces de Nouvelle-Calédonie. Le préambule de la délibération n°113/90 du 27 mars 1990 en fixe les finalités : *« En vue d'assurer le décollage économique, social et culturel de la Province Nord, il est institué diverses mesures incitatives qui feront l'objet de publications successives au fur et à mesure de l'adoption par l'Assemblée Provinciale des délibérations correspondantes et qui constitueront, ensemble, le CODE DE DEVELOPPEMENT DE LA PROVINCE NORD [...] »*

Le Code de développement est un dispositif d'appui aux initiatives sans ciblage sectoriel *a priori* : il est ouvert à toute personne résidant en province Nord et désireuse de développer une activité. Sous certaines conditions cette personne peut faire appel au CODEV qui pourra ou non subventionner le projet / les activités proposés. Ce sont les élus de la province qui décident en dernier ressort au vu d'un dossier technique et économique instruit par les services techniques de la province. Le Code détaille les modalités et conditions d'attribution des subventions.

Instauré en 1990, révisé en 2003 et en 2008, le CODEV et ses impacts n'ont jusqu'alors jamais été évalués de façon globale et spécifique. Il s'agit donc d'un exercice important pour la province Nord qui a ainsi l'opportunité d'apprécier les effets de vingt ans de politique de développement au travers de l'outil CODEV.

2.2. La demande de la province Nord

La province Nord a passé commande à l'Institut Agronomique Néo-Calédonien (IAC) d'une étude préparatoire à l'évaluation qualitative des projets CODEV. Cette étude devait se dérouler de janvier à février 2010, et préparer l'évaluation proprement dite, devant elle être achevée en juillet 2010.

Ce rapport se propose de rendre compte des travaux de la phase préparatoire qui s'est déroulée en février 2010. Cette phase préparatoire avait comme objectif principal d'élaborer une méthodologie d'évaluation des projets du CODEV qui se fonde notamment sur les conclusions du rapport de suivi réalisé en 2009.

Ces conclusions suggéraient d'approfondir les analyses et notamment d'aborder de manière qualitative la question des effets des projets CODEV. L'entrée qui a été choisie est une entrée par projet mais qui sera combinée avec une approche par promoteur : en effet, les projets soutenus par la province ne s'entendent que de manière globale, comme une composante des

stratégies de leurs promoteurs. Il apparaît important d'apporter des éléments de compréhension des phénomènes de réussite ou d'échec des projets afin de pouvoir proposer des améliorations dans la mise en œuvre à venir du CODEV.

Pour mener à bien ce travail, l'IAC a sollicité l'appui du CIRAD-ES qui a proposé l'intervention conjointe de deux chercheurs socio-économistes ayant des profils aux spécialités complémentaires : l'un dans les approches qualitatives du développement local et l'autre dans la réalisation et le traitement d'enquêtes socio-économiques de type quantitatif.

2.3. Déroulement de l'expertise

L'expertise a été encadrée par deux comités de pilotage les 5 février et 12 février 2010 (cf. les comptes rendus en annexes). Le travail a été réalisé de manière collégiale entre les missionnaires du CIRAD (Jean-François Bélières et Pierre-Marie Bosc) et les chercheurs de l'IAC (Jean-Michel Sourisseau, Catherine Gaillard (responsable de l'étude) et Julie Frappier).

Outre les comités de pilotage formels, des concertations ont eu lieu avec les services de la province au début et au cours de l'expertise : Jean-Claude Gambey, Laurent Lebrun, Pierre Audouard, Sébastien Lopez ont apporté tout leur concours à une bonne compréhension des attentes de la province et au bon déroulement des travaux.

Un minimum d'enquêtes destinées à mettre au point le questionnaire « projet / promoteur » ont été réalisés les samedi 6, dimanche 7, lundi 8 et mercredi 10 février sur la côte Est et sur la côte Ouest. La prise de rendez-vous a été organisée par les antennes de Poindimié et de Pouembout. Ces entretiens en nombre limité (6 promoteurs en tout) ont permis de tester deux versions du questionnaire.

Un travail d'organisation et de vérification des données a été réalisé sur la base de données issue des travaux de mise à jour du suivi de 2009 et d'une nouvelle extraction de la base de la province Nord afin de pouvoir préparer le tirage au sort de l'échantillon

Les questions présentant des choix de nature politique ont été soumises à l'arbitrage des services de la province lors des deux comités de pilotage.

3. PRINCIPAUX RESULTATS

3.1. La base données du suivi évaluation du CODEV

3.1.1. Descriptif sommaire

La province Nord dispose d'une base de données pour suivre les opérations du CODEV et des OGAF. Cette base existe depuis 1989. Elle a évolué dans le temps, notamment en 2004 avec un changement de système et un passage sous le logiciel ORACLE². Elle contient de nombreuses informations sur les dossiers, sur leur traitement et sur les décaissements effectués quand le financement des projets a été accordé. Mais elle ne comportait pas de module de suivi de la mise en œuvre des projets. En 2009, l'IAC a mené pour le compte de la province Nord et en collaboration avec les acteurs du développement dans les antennes, une étude qui a permis de faire le point sur la situation d'une grande partie des projets qui ont été financés. Les résultats de ces travaux ont été compilés dans une nouvelle base de données mise en ligne sur le portail provincial. Il est également prévu que ces travaux soient utilisés pour instaurer dans la durée et à intervalles réguliers un suivi en routine des projets³.

Nous avons pu disposer d'une extraction (sous Excel) des tables de la base de données de la province (au 05/02/2010) ainsi que du modèle conceptuel de données⁴ qui nous a permis notamment de recréer les relations entre les tables. La base de données nous a permis de constituer une base de sondage pour le tirage aléatoire de l'échantillon.

Cette base contient des informations sur 7 730 dossiers de demande de financement qui ont été enregistrés à la province Nord depuis le démarrage de ce programme en 1989 (voir tableau ci-dessous), y compris ceux qui n'ont pas été financés et ceux qui sont en cours d'étude.

Parmi ces projets, le travail d'évaluation ne concerne que les projets CODEV et OGAF qui au 31/12/2008 sont forclos ou mandatés, soit un total de 3 457 dossiers.

² Lopez Sébastien, 2004. Gestion du Code de développement. Cahiers des charges Application CODEV. Province Nord. Koné, Nouvelle Calédonie 03/05/2004. 48 p.

³ Frappier Julie et Sourisseau Jean-Michel, 2009. Suivi des actions de développement économique de la Province Nord CODEV-PN et OGAF. Bilan statistique 1989-2008 et propositions d'un suivi/évaluation. IAC. Pouembout, Nouvelle-Calédonie 2009. 27 p.

⁴ Voir en annexe le Modèle Conceptuel de Données.

Tableau 1 : Nombre de projets dans la base de données de la province Nord au 05 février 2010

LIBELLE ETAT	CODEV	Hors- CODEV	Non Renseigné	OGAF	Total général
Accord de la CDE pour Agrément	6	3			9
Accord de la CDE pour Forclusion	3				3
Accord de la CDE pour Note d'opportunité	10				10
Classement sans suite	2 177	17		8	2 202
Etude achevée	1				1
Etude en cours	1 120	4	1	11	1 136
Financement en cours	158	8		2	168
Forclusion	795	4			799
Mandaté	2 010	90		652	2 752
Paieement en cours	104	1			105
Refus de la CDE pour Agrément	39				39
Report de la CDE pour Agrément	13	1			14
Retrait de délibération	480	6		2	488
Refus BPN/APN pour Agrément	4				4
Total général	6 920	134	1	675	7 730

Les projets qui ont été mandatés ou forclos en 2009 (9 projets) sont trop récents et ne seront pas pris en compte dans l'évaluation. Ils ont été écartés de la base de sondage. Ainsi, le travail d'évaluation devrait concerner 3 448 dossiers OGAF et CODEV de la province Nord mandatés ou forclos entre 1989 et 2008 (compris) et qui font l'objet de l'étude.

Dans la base de données 418 projets ne sont pas renseignés en ce qui concerne le montant de la subvention effectivement versée. Parmi eux, 416 sont renseignés pour les montants des plans de financement et les subventions demandées, par contre deux projets ne sont pas renseignés pour ces informations. Pour les 416 projets avec les informations sur les plans de financement et la subvention demandée, il a été décidé de les conserver et d'estimer, sur la base des projets similaires, la subvention versée (voir infra). Par contre les deux projets sans informations sur les plans de financement ont été écartés ; ils concernaient pour l'un l'UPRA Equine pour une opération d'amélioration génétique et pour l'autre le Conseil des Anciens de la tribu de Saint Thomas pour une opération de sylviculture.

3.1.2. Estimation des subventions versées pour les projets non renseignés

Dans la base, il y a 416 individus (projets) pour lesquels la variable « montant de la subvention versée » n'est pas renseignée. Tous ces projets appartiennent à la première période du CODEV (de 1989 à 2003) et sont tous des projets forclos, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas reçu la totalité de la subvention.

La subvention versée pour ces projets a été évaluée en déterminant pour les projets forclos renseignés, pour la même période et selon leur taille, ce que représente la subvention versée par rapport à la subvention demandée. Le taux moyen ainsi calculé a été appliqué aux projets non renseignés.

Tableau 2 : Subvention moyenne par projet forclos de la première période selon la taille des financements (en XFP)

Taille en 1000 XFP		Effectif	Moyenne	Minimum	Maximum
<=500	Subvention demandée	48	174 859	60 190	322 000
	Subvention versée	48	138 582	26 600	313 887
	% sub payée / sub demandée	48	80%	18%	100%
500 à 2000	Subvention demandée	121	688 018	235 200	1 840 000
	Subvention versée	121	481 232	33 600	1 413 500
	% sub payée / sub demandée	121	71%	7%	100%
2 à 10 000	Subvention demandée	73	2 498 334	456 000	9 506 660
	Subvention versée	73	1 800 680	150 000	6 074 290
	% sub payée / sub demandée	73	74%	9%	100%
10 000 à 100 000	Subvention demandée	76	10 330 507	1 855 000	43 492 000
	Subvention versée	76	9 089 809	300 000	42 643 924
	% sub payée / sub demandée	76	85%	4%	100%
> à 100 000	Subvention demandée	2	148 750 000	29 500 000	268 000 000
	Subvention versée	2	137 000 000	26 000 000	248 000 000
	% sub payée / sub demandée	2	90%	88%	93%
Total du groupe	Subvention demandée	320	4 239 501	60 190	268 000 000
	Subvention versée	320	3 628 613	26 600	248 000 000
	% sub payée / sub demandée	320	77%	4%	100%

Globalement les projets forclos de la première période ont reçu en moyenne 77% de la subvention demandée. Ce taux varie selon la taille du projet avec un maximum de 90 % de la subvention demandée pour les projets avec un plan de financement de plus de 100 millions, à seulement 71% pour les projets avec un plan de financement entre 500 000 et 2 millions.

Ces données ont été utilisées pour estimer les subventions versées pour les enregistrements non renseignés. Les pourcentages de subvention reçue sur subvention demandée ont été appliqués pour évaluer la subvention versée pour les 416 projets non renseignés. Les subventions versées ainsi estimées représentent un montant total de 482 millions ce qui porte les subventions totales versées sur les 20 années pour les 3 446 projets à 5,548 milliards dont 8,7 % ont été estimés.

3.1.3. Caractérisation des projets de la base de données

Les données disponibles concernent 3 446 enregistrements (dossiers) ; elles ont fait l'objet de quelques traitements de caractérisation qui viennent compléter les analyses faites dans le cadre d'autres études et en particulier l'étude de suivi (Frappier et al, 2009, citée précédemment).

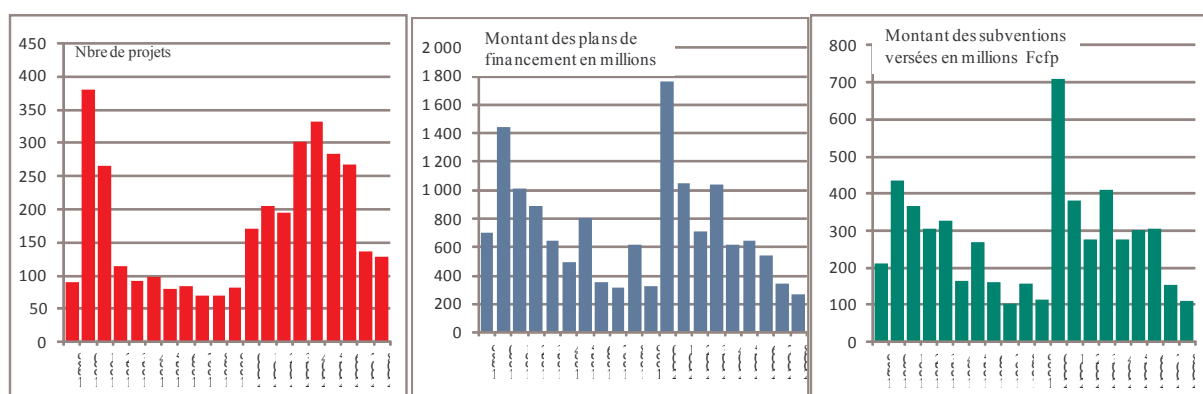
3.1.3.1. Répartition dans le temps

En utilisant comme référence la date de démarrage figurant dans la base de données, on peut répartir les projets dans le temps, aussi bien en nombre de projet financés que pour les montants totaux des plans de financement de ces projets (voir graphiques ci-dessous et données détaillées en annexe). En moyenne depuis 1989, la province Nord a financé 172 projets par an qui représentent un montant total de financement de 730 millions de Fcfp par an

avec un montant moyen du plan de financement par projet de 4,232 millions de Fcfp. Les investissements cumulés sur cette période de 20 ans pour les 3 446 projets financés représentent 14,594 milliards Fcfp

On observe une répartition inégale dans le temps, avec deux périodes durant lesquelles les projets financés ont été plus nombreux : au démarrage des opérations dans les années 1990 et 1991 puisque 19% des projets ont été financés ces deux années là, et sur la période de 2003 à 2006 avec 34% des projets financés durant cette période. En ce qui concerne les plans de financement, la répartition est sensiblement différente avec les années 2000 et 2001 qui regroupent 19% des plans de financement totaux cumulés sur les 20 années. Après un démarrage rapide, le rythme de financement est resté modéré avec de 1992 à 1999 seulement 86 projets financés annuellement.

Figure 1 : Evolution du nombre et du montant total des projets financés et des subventions versées 1989-2008



Les subventions versées ont été totalisées sur l'année de démarrage du projet, ce qui ne correspond pas à ce qui s'est effectivement passé puisque le versement des subventions a lieu plus tard et s'étale dans certains cas sur plusieurs années. Par ailleurs, une partie des subventions versées a été estimée (pour rappel : 482 millions sur 5 548 millions soit 8,7% du montant total). Globalement les subventions versées pour les 3 446 projets sont en moyenne de 1,61 millions Fcfp par projet et une moyenne annuelle de 277 millions de Fcfp versés. Cette moyenne cache une forte variabilité (voir infra). La répartition dans le temps suit celle des montants des plans de financement avec cependant une accentuation du poids de l'année 2000 puisque les subventions versées aux projets qui ont démarré cette année là représentent 13 % du montant total des subventions versées au cours des deux décennies de fonctionnement.

En final, pour les 20 années écoulées, 5,548 milliards de subventions ont été versés à 3 446 projets pour un investissement total cumulé de 14,594 milliards Fcfp, soit un taux de financement par la province Nord de 38% du montant total des investissements réalisés

3.1.3.2. Répartition selon les promoteurs

✓ Nombre de promoteurs et nombre de projets

Au total ce sont 2 754 promoteurs qui ont bénéficié d'aides de la province à travers le CODEV et les OGAF, soit en moyenne des projets de 5,3 millions et une aide accordée de 2,0 millions par promoteur. Mais ces moyennes, encore une fois, cachent de fortes disparités.

Un certain nombre de « promoteurs » ont présenté plusieurs projets de financement et ont bénéficié de plusieurs aides. Le maximum est un promoteur qui a bénéficié de 9 projets : le Groupement Agricole des Producteurs de la Côte Est, qui a servi de relais pour le financement d'opérations de développement auprès de divers producteurs. Il ne s'agit donc pas d'un promoteur individuel.

Le cas le plus répandu est un seul projet par promoteur (voir tableau ci-dessous). 83% des promoteurs qui ont bénéficié de subvention n'en ont ainsi bénéficié qu'une seule fois. Ces promoteurs cumulent 55% des plans de financement et 49% des subventions accordées.

Tableau 3 : Nombre de promoteurs et montants des plans de financement et des subventions selon le nombre de projets par promoteur

Nombre de Projets par promoteur	Nbre de promoteurs		Plan de financement		Subvention versée*	
	N	%	millions Fcfp	%	millions Fcfp	%
1	2 281	83%	7 956	55%	2 690	48%
2	346	13%	2 820	19%	1 175	21%
3	79	3%	768	5%	289	5%
4	23	1%	922	6%	421	8%
5	15	1%	299	2%	172	3%
6	4	0%	195	1%	119	2%
7	4	0%	1 045	7%	387	7%
8	1	0%	412	3%	171	3%
9	1	0%	177	1%	125	2%
Ensemble	2 754	100%	14 594	100%	5 548	100%

* Estimée pour 416 projets

Les promoteurs qui ont bénéficié de plusieurs projets représentent 17% du nombre total des promoteurs et cumulent 34% des projets, 45% des montants des plans de financement et 51% des subventions accordées.

Le tirage au sort prendra en compte le fait qu'un promoteur puisse avoir plusieurs projets.

✓ *Statut juridique des promoteurs*

Les personnes physiques constituent le groupe le plus représenté parmi les promoteurs avec 82% du nombre de promoteurs et 81% des projets mais seulement 35% des plans de financement et 34% des subventions demandées et versées. Le projet moyen pour ce type de promoteur est nettement plus faible que la moyenne générale avec des plans de financement moyens de l'ordre de 1,82 millions de Fcfp et une subvention versée de 670 000 Fcfp soit un niveau de subvention de 37% du plan de financement, proche de la moyenne générale (38%).

Les sociétés (de SARL à Société civile agricole) sont au nombre de 210 (dont 190 SARL) soit 8% des promoteurs et 9% des projets mais elles cumulent 48% des plans de financements et 47% des subventions versées. Les plans de financement sont en moyenne de près de 24 millions avec une subvention versée de 8,9 millions soit un taux de subvention de 37%.

Tableau 4 : Nombre de promoteurs et montants des plans de financement et des subventions selon le statut juridique du promoteur (en millions de Fcfp)

Statuts juridiques	Promoteurs		Projets		Plans de financement		Subvention demandée		Subvention payée*	
	Nbre	%	Nbre	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Association loi 1901	8	0%	9	0%	21	0%	18	0%	17	0%
Autres catégories juridiques	90	3%	115	3%	1 348	9%	643	11%	586	11%
Entreprise individuelle	43	2%	45	1%	112	1%	48	1%	47	1%
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée	13	0%	15	0%	151	1%	42	1%	41	1%
Groupement de Droit Particulier Local	30	1%	41	1%	99	1%	47	1%	40	1%
Groupement d'Intérêt Economique	103	4%	125	4%	758	5%	357	6%	335	6%
Non renseigné	5	0%	6	0%	8	0%	5	0%	5	0%
Personne physique	2 252	82%	2797	81%	5 104	35%	2 036	34%	1 879	34%
Société A Responsabilité Limitée	190	7%	240	7%	4 307	30%	1 601	27%	1 483	27%
Société Anonyme	10	0%	28	1%	2 271	16%	978	16%	878	16%
Société Anonyme d'Economie Mixte	1	0%	1	0%	33	0%	22	0%	22	0%
Société Civile	1	0%	1	0%	38	0%	5	0%	5	0%
Société civile agricole	8	0%	23	1%	343	2%	225	4%	212	4%
Ensemble	2 754	100%	3 446	100%	14 594	100%	6 026	100%	5 548	100%

* Partiellement estimée

Les organisations collectives (GPDL et GIE) sont peu nombreuses avec au total 133 promoteurs soit seulement 5% des promoteurs et 6% des subventions versées. Deux types de statuts juridiques dominant : en nombre les personnes physiques et en capital les sociétés, en particulier les sociétés anonymes qui, au nombre de 10, cumulent 16% des plans de financement et des subventions versées.

3.2. Attentes de l'évaluation et méthodologie proposée

3.2.1. Objectifs de l'évaluation

Les objectifs de l'évaluation du CODEV sont à mettre en perspective avec l'évolution des politiques publiques en province Nord. Cette mise en perspective devra être traitée dans le rapport final à travers une partie introductive mais elle devra aussi être une composante du travail d'évaluation proprement dit, dans la mesure où le dispositif CODEV est lui-même une expression de cette politique. La durée de vie du CODEV - entre 1990 et maintenant - pose une question de nature méthodologique, à savoir l'évaluation avec le même outil des projets mis en œuvre au début des années 1990 et ceux mis en œuvre entre 2003 et 2008... toutes choses n'étant pas égales par ailleurs. Ni le personnel politique, qui change en 1999, ni les conditions d'application du CODEV révisé en 2003 puis en 2008, ni les équipes techniques qui instruisent les projets, ni le contexte englobant ne sont les mêmes pour ces projets pourtant labellisés « CODEV » ou « CODEV/OGAF » et qu'il convient d'évaluer. Cet écueil méthodologique ne pourra être traité à travers les méthodes, aussi sophistiquées soient-elles, de définition de l'échantillon enquêté. Nous proposons d'aborder ces questions à travers :

- une approche compréhensive combinant plusieurs approches et mobilisant des outils complémentaires ;
- un mode d'échantillonnage adapté tenant compte de certaines évolutions jugées significatives a priori par les acteurs de la mise en œuvre du CODEV représentés au niveau du comité de pilotage de l'étude.

Ces évolutions dans les modalités de mise en œuvre du CODEV et les discussions avec le comité de pilotage nous ont conduits à proposer une segmentation des périodes pour l'évaluation du CODEV et à prendre en compte les types de soutien pris en charge par le CODEV. Ainsi il a été estimé que le changement de personnel politique survenu en 1999 ne se traduira au niveau du CODEV qu'à partir de l'élaboration du PAE publié en 2004 et du nouveau CODEV issu de la délibération de décembre 2003, qui sera donc opérationnel et effectif en 2004. La périodisation retenue est donc 1989 – 2003 inclus et 2004 – 2008 inclus. L'année 2009 a été exclue de l'analyse car il aurait été difficile d'apprécier des effets de projets financés en 2009 et dont la mise en œuvre n'aurait pas été forcément effective compte tenu des délais entre les décisions de subvention et la mise en œuvre effective des activités soutenues par le CODEV. Pour cette même raison, il ne sera pas tenu compte des ajustements survenus lors de la délibération de 2008 qui ne devient réellement opérationnelle qu'en 2009. Pour les périodes analysées, les textes de référence pour l'évaluation sont donc : le CODEV version 1990, le CODEV issu de la délibération de 2003 et le PAE sorti en 2004 mais dont l'élaboration a été conduite entre 2000 et 2004.

Afin de tenir compte des différents publics visés par le CODEV et de leur hétérogénéité socio-économique, le principe d'un échantillonnage reposant sur les types de projets mis en œuvre a été retenu. Les types de projets tels que définis dans le CODEV 1990 sont les suivants :

- « les familles de microprojets pour ceux qui se situent en deçà de la limite financière qui sera fixée par délibération sectorielle ;
- les familles des projets qui se situeront au-delà de la limite précitée »

En fait c'est la limite financière qui détermine le type de projet soutenu par la province sachant que « la famille des microprojets comprendra notamment ceux à vocation d'autoconsommation, ainsi que ceux de taille modeste à vocation marchande » [Article 142 du CODEV-PN, JO NC 20 avril 1990].

Dans la première catégorie dénommée « *projets de développement à but non lucratif* » le CODEV distingue :

- des « *microprojets à but non lucratif de caractère économique non marchand* » (dits « *microprojets d'autoconsommation*⁵ »)
- des « *microprojets de développement de fermes familiales* : fermes familiales de polyculture et de petits élevages [qui] doivent rester à la dimension de la cellule familiale, élargie le cas échéant, et des agriculteurs débutants »

Le plafond du coût de réalisation du projet est fixé à 500 000 F CFP par projet et le plafond de soutien est prévu à hauteur de 60% de l'ensemble du projet⁶.

⁵ La dénomination des projets change rapidement dans le JO lui-même entre les pages 1090 et 1091. Il sera fait référence aux microprojets d'autoconsommation, voir Annexe 2.A.1 qui fixe les limites des montants de ce type de projets.

⁶ Annexe 2.A.1 au titre 2 du CODEV – PN page 1091 du JO NC.

Le CODEV revu en 2003, qui devient effectif en 2004, classe pour sa part les projets en trois catégories « *en fonction de l'objectif du promoteur, du niveau d'investissement et des résultats attendus* ». Sont ainsi distingués :

- *«les projets d'activités économiques traditionnelles ;*
- *les projets d'insertion économique ;*
- *les projets d'entreprise ».*

En outre à partir du CODEV 2004, les orientations des projets soutenus devront cadrer avec le Plan d'action économique qui « *définit une stratégie par secteur d'activité et par zone géographique* ».

Il a été retenu de construire l'échantillon en se basant sur ces catégories de projets. Pour la période 1989 – 2003, les catégories ont été faites en se basant sur le montant total du plan de financement avec trois classes :

- les projets avec un plan de financement inférieur ou égal à 500 000 Fcfp qui sont des microprojets orientés vers l'amélioration de l'autoconsommation ;
- les projets dont le plan de financement est compris entre 500 001 Fcfp et 2 000 000 Fcfp qui sont des microprojets qui visent une insertion dans le marché ;
- les projets de plus de 2 000 000 Fcfp pour un développement économique d'entreprises.

Pour la période de 2004 à 2008, la base de données n'intègre pas de variable pour le classement des projets selon les trois catégories décrites précédemment (les projets d'activités économiques traditionnelles, les projets d'insertion économique, les projets d'entreprise). Les travaux récents de l'opération de suivi ont permis de récupérer ces informations pour une part importante des dossiers. Ce sont les techniciens et animateurs des antennes DDE-E qui ont fait ce travail et au total ce sont 76% des dossiers qui ont été renseignés. Les 24% restants ont été renseignés manuellement, pour l'occasion, en comparaison avec les enregistrements renseignés et sur la base des autres informations disponibles (dénomination du projet, caractérisation de l'activité, forme juridique et montants du plan de financement et des subventions versées).

Nous proposons d'esquisser ici les objectifs de l'évaluation qui devront être ensuite remis en perspective avec l'évolution des politiques publiques en province Nord dans l'évaluation finale.

La lecture du texte « CODEV » permet de dégager des objectifs qui ne sont pas nécessairement explicités. Tout d'abord la finalité du CODEV est à rechercher dans la mise en œuvre des Accords de Matignon-Oudinot avec le rééquilibrage social et économique entre les provinces. Ainsi **l'objectif principal du CODEV est la « mise en mouvement des énergies » en province Nord afin de participer à la création de richesse sur ce territoire.** Pour atteindre cet objectif, la province se dote d'un Code de développement qui va chercher à mobiliser le travail des promoteurs (et de leur ménage, et éventuellement au-delà de la seule sphère domestique), l'épargne familiale des promoteurs et des fonds complémentaires au niveau du secteur bancaire et financier. Un des paris du CODEV réside donc dans sa capacité à susciter des activités via du travail et des ressources financières sur un territoire donné afin d'y créer de la richesse et – si possible – d'en créer assez pour la redistribuer via la création d'emplois et le versement de salaires.

Le CODEV mobilise ainsi des fonds publics pour engager un processus de création de richesse privée sur un territoire donné, marqué par un profond déséquilibre vis-à-vis de la province Sud mais également en interne, au sein de la province Nord, par exemple entre l'Ouest et l'Est et entre certaines catégories sociales. Une des questions auxquelles l'évaluation devra tenter de répondre est la suivante : **pour un Franc CFP investi quel est le montant global de l'investissement qui a été possible par la mobilisation de l'épargne privée et la mobilisation de crédits complémentaires ?**

La question des publics « très diversement insérés dans les circuits économiques marchands » apparaît très nettement dans le texte CODEV. Si le premier des objectifs concerne la mise en mouvement des énergies (travail et investissement), le second répond à la question : « *de quelles catégories de population le CODEV vise-t-il la mobilisation ?* », ou en formulant autrement, « *Quelle est la répartition visée des investissements selon le genre, l'âge et les qualifications des promoteurs ?* ». L'hypothèse ou le modèle sous-jacent (que l'on pourrait d'ailleurs discuter, mais ce n'est pas l'objet ici) réside dans la vision d'un mouvement économique allant d'une économie domestique reposant sur la production pour la consommation familiale vers une intégration croissante aux échanges marchands et une insertion elle-même croissante aux « *secteurs économiques organisés* ». Ce qu'il faudra apprécier en regard de cette diversité des publics « *cibles* », ce sera la pertinence / validité de ce modèle au regard des résultats obtenus dans les activités développées par les promoteurs.

En regard de cette diversité de promoteurs et de cette perspective qui leur est proposée à travers le CODEV de rentrer dans un modèle d'insertion dans des secteurs économiques organisés, **les projets sont « calibrés » de manière à proposer à la fois un type de projet adapté à un public donné** (en fait un montant global d'investissement) mais aussi la possibilité de s'inscrire dans une démarche progressive de développement de projets d'importance économique croissante. Cette vision est une constante depuis la création du CODEV. Elle ne sera pas remise en cause lors des ajustements de 2003.

Tous les secteurs d'activité sont concernés même si l'agriculture (y compris l'élevage) occupe une place prépondérante compte tenu de l'histoire de la province et de son caractère majoritairement rural.

Au plan géographique, il sera utile de se poser la question de la clé de répartition des investissements non seulement en fonction des zones géographiques mais aussi au sein des zones ETH, selon la proximité avec les centres urbains, les voies de communication ou les réseaux sociaux.

3.2.2. Comment apprécier les résultats par rapport aux objectifs

Les enquêtes devront permettre d'apprécier de manière qualitative les effets du projet. Compte tenu des objectifs du CODEV explicités ci-dessus, les enquêtes devront en particulier permettre d'apporter des éléments de réponse sur les points suivants.

3.2.2.1. Les enquêtes seront tirées au sort dans l'ensemble des projets financés par le CODEV

Ce point est important car la représentativité statistique qui découle de l'échantillonnage au hasard permettra de tirer des conclusions qui seront valables sur l'ensemble des projets soutenus par le CODEV.

Ce sont les projets qui seront tirés au sort et l'enquête portera - à partir d'un projet tiré au hasard - sur l'ensemble des projets qui auront été mis en œuvre par un promoteur donné. Cela pose un problème d'échantillonnage qui sera abordé dans la partie traitant de cette question (cf. point 3.4). La demande de la province en terme d'évaluation porte sur 400 projets, ce qui représentera un nombre moindre de promoteurs dans la mesure où nombre d'entre eux auront plusieurs projets à leur actif (le nombre moyen de projets par promoteur est de 1,25, cf. point 3.1.3.2). Le nombre de 400 projets a été fixé par la province afin d'avoir un nombre significatif et représentatif de projets analysés et rendre possible l'extrapolation des résultats à l'ensemble du dispositif CODEV.

3.2.2.2. Les critères pour apprécier l'atteinte des objectifs du CODEV

Comme évoqué supra, un des objectifs du CODEV est de promouvoir l'insertion marchande des promoteurs et d'augmenter leurs revenus à travers le soutien au développement d'une activité. Toutefois le CODEV tient compte du public visé et des catégories d'agents économiques dont certains sont peu insérés dans les échanges marchands ou ne recourent que de manière occasionnelle au marché (via le travail salarié ponctuel). Pour ces publics, le CODEV prévoit des projets de taille modeste (en termes de montant global de l'investissement) et qui ont un double objectif, d'une part améliorer les niveaux de production destinés à la consommation domestique, d'autre part d'éventuellement dégager un peu de surplus destiné à la vente. Cette vision est essentiellement liée aux projets du secteur agricole ; elle est moins réaliste pour d'autres secteurs d'activités.

L'évaluation devra donc apprécier dans quelle mesure le CODEV aura permis :

- d'améliorer les niveaux de production domestique destinés à l'alimentation de la famille ; cette appréciation ne pourra se faire que de manière qualitative étant donné le manque de suivi de ces projets et donc de données chiffrées sur ces activités
- d'améliorer les niveaux de revenus disponibles au niveau du promoteur et de son ménage éventuel ; cette appréciation sera essentiellement qualitative mais les questionnaires devront saisir un ordre de grandeur des améliorations éventuelles de revenus liées au(x) projet(s) soutenus par le CODEV. Là encore nous nous heurtons aux limites de l'exercice sans données enregistrées dans le cadre d'un suivi des investissements.

Au-delà de la stricte question des revenus, on lit dans le CODEV le souci d'une insertion des populations de la province dans des circuits marchands organisés. On lit également le souci du CODEV de permettre à la fois un développement de nouvelles activités marchandes dans un cadre organisé économiquement, la recherche d'une professionnalisation des activités mais en préservant les marges de manœuvre dont disposent les promoteurs à travers le développement d'une pluriactivité structurelle que l'on peut aborder à travers la notion de système d'activités.

La conception du questionnaire devra permettre de saisir cette double préoccupation – qui peut apparaître *a priori* comme contradictoire – mais qui nous semble au contraire traduire de la part des concepteurs du CODEV, une appréhension pertinente des réalités socio-économiques vécues par les populations de la province.

L'enquête devra également capturer les améliorations rendues possibles par les effets des projets CODEV dans le quotidien des ménages tant en matière de consommation que d'investissement dans le développement des compétences du promoteur et / ou des membres de sa famille.

Si l'économie domestique et l'amélioration des revenus sont un point clé dans la stratégie de développement mise en œuvre à travers le CODEV, les questions sociales représentent un enjeu au moins aussi fort et qui est très présent dans le texte du CODEV. L'évaluation devra chercher à appréhender les effets sociaux du CODEV à travers les points ou thèmes suivants :

- les conditions foncières de l'émergence des initiatives : en quoi le statut foncier des terres sur lesquelles le promoteur décide de développer ses activités est-il un obstacle ou au contraire un atout dans sa démarche ?
- les effets des projets CODEV ont-ils eu une influence sur les lieux de résidence des promoteurs ?
- la mise en œuvre des projets soutenus par le CODEV a-t-elle eu des conséquences sur les relations sociales au niveau local ?

Les projets soutenus par le CODEV sont des projets mobilisant l'investissement à travers du matériel, des équipements, etc. Il est important pour apprécier la durabilité (économique et sociale) des projets et des activités qu'ils ont rendues possibles de s'intéresser aux conditions économiques et financières de la pérennité des investissements. Le questionnaire cherchera donc à apprécier (i) les niveaux de remboursements des emprunts contractés par les promoteurs soit pour financer l'apport personnel, soit pour financer un complément d'investissement ; (ii) la capacité à financer les activités courantes (trésorerie) et (iii) la capacité à renouveler les investissements de départ.

La question des effets sur les ressources naturelles et sur l'environnement a été analysée mais ce type de préoccupation n'apparaissait visiblement pas prioritaire dans la conception initiale du CODEV, pas plus qu'elle n'apparaît dans la délibération de 2003. Il est donc difficile d'appréhender un effet non recherché *a priori*. Cela ne faisait clairement pas partie des préoccupations du nouvel exécutif provincial qui a accordé à travers ce Code une très forte priorité au développement économique et social. Le texte du CODEV fait référence au développement durable, mais d'une manière trop générale et cela n'est pas instrumenté dans les modalités de mise en œuvre.

3.2.2.3. Quelques limites

Il aurait été intéressant d'aborder dans le cadre de cette évaluation les « exclus du dispositif CODEV » aussi bien les projets non soutenus (et donc rejetés après la phase d'instruction) que les populations ou catégories de populations qui sont restées à l'écart des initiatives soutenues par le CODEV.

Dans la population de base des 3446 projets à évaluer, il a également été décidé de ne pas traiter de très gros projets soutenus par le CODEV car leur logique et leurs objectifs font davantage référence à des logiques de projets structurants à l'échelle de la province. Ces soutiens à de grandes entreprises obéissent à des logiques d'entreprises pour lesquelles il existe des outils spécifiques issus des sciences de gestion qui permettent d'apprécier la pertinence et les effets des projets soutenus. Cela se situe en dehors du cadre de cette évaluation (voir point 3.3.4) Toutefois afin de rendre le rapport d'évaluation aussi complet que possible, la province a la possibilité, si elle le souhaite, de produire une note de synthèse à ce sujet, qui pourra être intégrée au dossier final.

3.2.3. Une série de travaux et d'enquêtes quantitatives et qualitatives

Compte tenu des questions méthodologiques soulevées par cette évaluation nous proposons de combiner plusieurs outils, chacun d'eux fournissant un éclairage spécifique sur la politique du CODEV et sur ses effets concrets :

- un premier travail consistera à valoriser les informations de la base de données de suivi ;
- une enquête portant sur plus de 400 projets tirés au hasard et réalisée sur le nombre effectif de promoteurs concernés par les projets en question ;
- une enquête fine sur un nombre limité de promoteurs avec une approche en termes de trajectoires mettant l'accent sur les conditions favorisant ou défavorisant les initiatives économiques et sociales à travers le dispositif CODEV ;
- enfin, une enquête auprès des acteurs du dispositif CODEV qui devra permettre d'éclairer de manière spécifique ses conditions de mise en œuvre.

3.2.3.1. L'exploitation des données de la base

Un premier travail consistera à approfondir le travail réalisé dans le cadre de cette mission de cadrage en matière de valorisation des données quantitatives sur les projets et les subventions CODEV. Cela permettra en outre de bien positionner l'échantillon tiré au sort dans l'ensemble de la population des projets.

3.2.3.2. L'enquête d'un échantillon de 400 projets

Cette enquête est destinée à appréhender de manière qualitative, et dans la mesure du possible quantitative, les effets des projets CODEV.

La présente étude a permis de préparer un questionnaire d'entretien dont les rubriques sont construites de manière à apporter des réponses aux questions évoquées dans le point

précédent (cf. 3.2.2.2). Le questionnaire doit permettre de s'adapter à tous les secteurs d'activités. Dans le cas où un promoteur a conduit plusieurs projets CODEV il a été retenu la manière de procéder suivante : les projets seront regroupés, par « activité PAE », période et catégorie de projet, et il sera demandé au promoteur son accord pour qu'on les étudie ensemble. Dans le cas où cela ne serait pas souhaité les projets seront analysés séparément.

Cette manière de procéder doit permettre de gagner du temps dans la phase de recueil des informations. Il semble tout à fait cohérent de procéder à une analyse globale si les projets mis en œuvre se situent dans un même secteur d'activité PAE.

La réalisation des enquêtes devra être assurée par 3 enquêteurs avec le concours d'un stagiaire de niveau Master (bac + 5) qui aura également à assurer une fonction de supervision sous la responsabilité de la coordinatrice. Le stagiaire sera également en charge du dépouillement des questionnaires et de la construction de la base de données.

3.2.3.3. Des entretiens « trajectoires personnelles » auprès d'un échantillon de promoteurs

Alors que l'enquête promoteur fournira des informations qualitatives qui seront extrapolables à l'ensemble des projets CODEV, il a été jugé utile de compléter cette source d'information par des enquêtes de type « trajectoire personnelle » permettant d'appréhender la manière dont les projets CODEV ont contribué à construire ou au moins à influencer des parcours de vie.

Cette approche permettra de comprendre de manière plus fine les conditions qui jouent sur la mise en œuvre des projets soit en les favorisant soit au contraire en contrariant leur mise en œuvre et leur réussite. La manière dont ces conditions a influé sur les résultats obtenus par les promoteurs sera approfondie par des entretiens complémentaires auprès des acteurs du dispositif CODEV.

Compte tenu des ressources humaines disponibles sur cette étude ce travail sera réalisé par la coordinatrice. Selon le temps disponible entre 20 et 30 promoteurs feront l'objet d'un entretien selon une grille qui a été élaborée au cours de cette mission (cf. infra). Chaque antenne sera sollicitée pour fournir une liste de promoteurs jugés comme significatifs des projets CODEV. Dans ce choix, on ne cherchera pas « les plus performants » ou à l'inverse « les situations d'échec patent » ; on essaiera au contraire de mettre en avant des situations concrètes qui illustrent à la fois les aspects positifs du CODEV mais aussi ses limites.

Ces propositions seront complétées par quelques promoteurs ayant conduit plusieurs projets CODEV, repérés par l'enquête au sein de l'échantillon tiré au sort. La liste finale fera l'objet d'un arbitrage prenant en compte le temps disponible pour réaliser et exploiter les entretiens.

3.2.3.4. Des entretiens auprès des acteurs du dispositif CODEV

Compte tenu de la période concernée par la mise en œuvre du dispositif CODEV, il est apparu indispensable de se doter des moyens de cerner les évolutions des conditions de sa mise en œuvre à travers la vision des acteurs en situation de responsabilité à différents niveaux : (i) animateurs et techniciens de développement relevant des services provinciaux basés dans les antennes et chargés du montage des dossiers ; (ii) chefs d'antenne ; (iii) responsables et agents des services ; (iv) personnel politique. Le choix de ces acteurs devra tenir compte des

fonctions actuelles et passées des personnes, de la périodisation retenue (début CODEV, avant 2003 et 2004-2008) et de la « géographie » des responsabilités assurées.

3.2.3.5. Une analyse partagée

Enfin, pour approcher au mieux les réalités, et tirer partie de l'expérience des acteurs du dispositif CODEV, deux séances de travail devraient être organisées au mois de juin lorsque les premiers résultats et analyses seront disponibles, en associant l'équipe d'évaluation et tout ou partie du comité de pilotage éventuellement élargi selon les besoins.

3.2.3.6. Confidentialité des informations et information officielle des promoteurs

Les informations recueillies à travers le passage des questionnaires ou la réalisation des entretiens semi directifs sont confidentielles. Le traitement et l'exploitation des données se feront de manière anonyme. Les enquêteurs et membres de l'équipe seront tenus à la plus stricte confidentialité. La formation réalisée lors du démarrage de l'étude insistera sur ce point et lors des rendez-vous d'enquête ces aspects (confidentialité et traitement anonyme des informations) feront partie de l'introduction à faire par les enquêteurs.

Une lettre de l'exécutif provincial aura au préalable informé officiellement le promoteur de son inclusion dans la liste tirée au sort. Rappelons à cet égard que l'octroi et l'acceptation de la subvention provinciale fait obligation au promoteur de fournir toute information concernant la mise en œuvre du projet.

3.3. Préparation de la base de sondage

La base de données CODEV a été utilisée pour préparer la base de sondage pour le tirage de l'échantillon des projets. Cette préparation a donné lieu à une stratification des projets, mais aussi à l'élimination dans la base de quelques enregistrements.

3.3.1. Répartition selon deux périodes pour prendre en compte les changements dans les modalités d'intervention du CODEV

Dans le cadre de l'évolution du Programme CODEV, l'année 2003 constitue une étape importante avec l'adoption d'un nouveau Code qui entraîne des changements importants dans les modalités d'intervention. Cependant le nouveau code n'a été effectivement mis en œuvre que pour les dossiers de 2004. Ainsi, les dossiers ont été répartis selon deux périodes : une première période de 1989 jusqu'à fin 2003 ; une seconde période de 2004 à 2008 inclus.

La périodisation a été établie dans la base de données à partir de la variable « DATE_DEMARRAGE » de la table « PROJET ».

Tableau 5 : Nombre et montant des projets selon la période

Périodes	Nbre de Projets		Plan de financement			Subventions versées *		
	N	%	Millions Fcfp	%	Montant moyen	Millions Fcfp	%	Montant moyen
De 1989 à 2003	2 299	67%	12 183	83%	5,294	4 399	79%	1,91
De 2004 à 2008	1 147	33%	2 411	17%	2,102	1 149	21%	1,00
Total	3 446	100%	14 594	100%	4,233	5 548	100%	1,61

* Estimation pour 416 projets

Avec la classification selon le type de CODEV, on obtient une répartition avec pour la période avant 2004, 67% des dossiers et pour la période de 2004 à 2008, 33% des projets. La répartition entre ces deux périodes est encore plus déséquilibrée si l'on prend en considération le montant total des plans de financement des projets (avec 83 % pour la première période et 17% pour la seconde) ou les subventions versées (79% pour la première période et 21% pour la seconde)

On note qu'il existe pour les deux périodes une différence nette entre le montant moyen des plans de financement des projets : 5,5 millions de Fcfp par projet avant 2004 ; et seulement 2,1 millions de Fcfp depuis 2004 mais aussi sur les subventions versées avec, avant 2004, 1,9 millions en moyenne par projet et seulement 1 million après 2004.

Si l'on écarte les projets pour lesquels les subventions versées n'étaient pas renseignées et ont été estimées, on obtient des résultats qui effectivement confortent les différences (voir tableau suivant).

Tableau 6 : Montants moyens par projet du plan de financement et des subventions versées par la province Nord selon la période(en millions de XFP)

	Effectif des projets	Moyenne	Ecart-type	Médiane	Minimum	Maximum
De 1989 à 2003						
Montant du Plan de financement	1 883	5,71	24,84	1,42	0,01	748,00
Subvention versée	1 883	2,08	8,59	0,60	0,00	248,00
De 2004 à 2008						
Montant du Plan de financement	1 147	2,10	8,73	0,56	0,04	205,22
Subvention versée	1 147	1,00	5,03	0,26	0,00	105,00
Ensemble						
Montant du Plan de financement	3 030	4,34	20,38	0,85	0,01	748,00
Subvention versée	3 030	1,67	7,46	0,42	0,00	248,00

L'effectif des projets renseignés est de 3 030 dont 1 883 projets pour la première période. On note que la moyenne du montant du plan de financement est légèrement supérieure à celle calculée avec l'effectif complet ; les données manquantes concernent donc surtout des projets de petite taille.

Les moyennes sont sensiblement différentes selon les périodes avec, en moyenne, pour la période 1989/2003 des projets de 5,71 millions qui ont reçu 2,08 millions de subvention et pour la période depuis 2004 des projets plus petits d'un montant moyen de 2,1 millions et une subvention versée de seulement 1 million. Le taux entre subvention versée et plan de financement est de 36 % pour la première période et de 48% pour la deuxième période.

La caractéristique la plus remarquable de ces statiques est la très forte variabilité avec des écarts types très élevés (jusqu'à près de 5 fois la moyenne) et des médianes (50% des effectifs) très nettement inférieures aux moyennes.

Il y a donc une grande disparité de taille (montants des financements ou des subventions) entre les projets.

3.3.2. Forte disparité entre les projets

Les projets soutenus par le CODEV ont des tailles très différentes. Le tableau et le graphique ci-dessous présentent les répartitions du nombre de projets et des montants totaux cumulés selon des classes de montant total du projet (plan de financement).

Pour les 3 446 projets pris en compte, le montant total des plans de financement est de 14,6 milliards de Fcfp et celui des subventions versées de 5,548 milliards de Fcfp soit un investissement moyen de 4,235 millions de XFP par projet pour une subvention accordée de 1,61 millions. Les petits projets avec des montants totaux compris entre 0 et 500 000 Fcfp sont les plus nombreux et représentent 35% du nombre total des projets mais seulement 2% du montant total des plans de financement. A l'opposé, les projets de plus de 100 millions ne sont qu'au nombre de 10 mais représentent 19% du montant total des plans de financement des projets et des subventions versées.

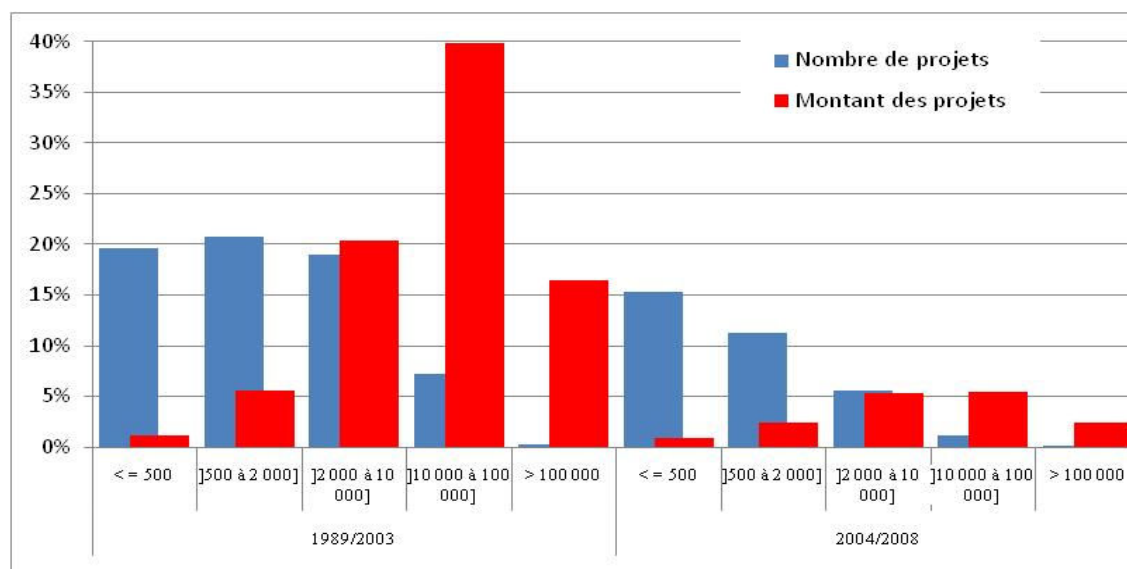
Tableau 7 : Répartition des projets selon des classes de montant de plan de financement (en millions de XFP)

Taille des projets	Nbre de projet		Plan de financement		Subvention versée*	
	N	%	milliards Fcfp	%	milliards Fcfp	%
<=500 K XPF	1 200	35%	314	2%	174	3%
> 500 et <=2000 KXPF	1 104	32%	1 155	8%	557	10%
> 2000 et < 10 000 KXPF	845	25%	3 764	26%	1 453	26%
> 10 000 et <100 000 KXPF	287	8%	6 614	45%	2 305	42%
> 100 000 KXPF	10	0%	2 747	19%	1 059	19%
Total	3 446	100%	14 594	100%	5 548	100%

* Partiellement estimée

Il y a donc une forte concentration des projets qui apparaît plus importante pour la première période que pour la seconde (voir graphique ci-dessous).

Figure 2 : Répartition des projets et du montant des projets selon des classes de plan de financement et les périodes CODEV



Les projets d'un montant élevé concernent des grandes entreprises que la province Nord a soutenues dans leurs investissements, mais aussi des organismes relais par qui transitaient des financements. Ce sont donc beaucoup de cas particuliers comparé aux petites entreprises ou aux promoteurs privés qui constituent la plus grande partie des projets CODEV et OGAF (en nombre). La concentration des montants des projets est renforcée par le fait que certaines entreprises ont mis en œuvre plusieurs projets et ont bénéficié de plusieurs appuis du CODEV. Ce cas est plus fréquent pour les promoteurs qui ont des plans de financement élevés.

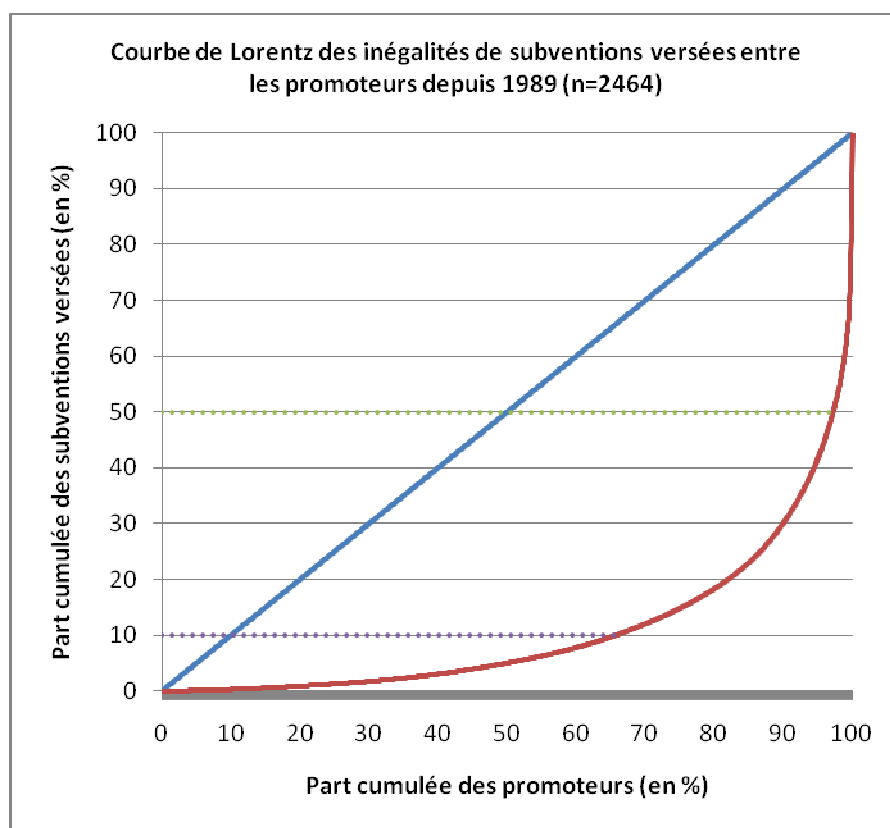
Etant donné les moyens disponibles et les objectifs visés par cette étude, il a été décidé d'écarter de la base de sondage, les entreprises de très grande taille ou les organismes qui ont servis de relais pour des opérations de financement (voir infra).

3.3.3. Répartition des subventions versées par la province Nord entre les promoteurs

Les inégalités de subventions versées entre les promoteurs sont mesurées par l'indice de Gini et représentées sur le graphique suivant. Le graphique illustre la courbe de Lorentz associant la part cumulée des subventions versées (en %) à la part cumulée des promoteurs (en %).

Le graphique montre que 50% des subventions les plus importantes versées depuis 1989 l'ont été à 3% des promoteurs. De plus, 10% des plus faibles subventions versées sont détenues par 66% des promoteurs. De fortes inégalités dans les subventions versées entre les promoteurs sont donc constatées, avec un indice de Gini égal à 0,78, ce qui caractérise une très forte concentration.

Figure 3 : Courbe de concentration des subventions versées par promoteur



L'analyse par période (1989-2003 et 2004-2008) ne fait pas ressortir de différence sensible de répartition des subventions entre les promoteurs. L'indice de Gini est de 0,77 pour la première période et 0,76 pour la deuxième. Même si le nombre de promoteurs avec des subventions importantes a fortement diminué après 2003, la répartition reste globalement la même.

3.3.4. Mise à l'écart des projets et promoteurs de très grande taille pour la construction de la base de sondage

Lors de la réunion du 05 février 2010 (voir compte-rendu en annexe), l'équipe de l'IAC en charge de la préparation de l'étude d'évaluation du CODEV a proposé d'écarter de la base de sondage les plus grandes entreprises ou sociétés qui figurent dans la liste des promoteurs bénéficiaires. L'argument principal avancé est qu'il apparaît peu judicieux de vouloir établir une situation de ces grandes entreprises et d'apprécier les effets des montants importants des différents appuis CODEV qui leur ont été versés au moyen d'une enquête rapide et légère, telle que nécessaire pour mener à bien cette étude. Par ailleurs, l'équipe de l'IAC ne dispose dans ce domaine (analyse financière et économique de grandes entreprises ou sociétés) que de compétences et d'expériences limitées. A l'inverse, pour la plupart de ces entreprises, les services techniques de la province Nord disposent d'informations, de données et de compétences qui leur permettraient d'élaborer une synthèse des effets des appuis accordés à ces grandes structures sur toute la période concernée. Le rapport final de cette étude pourrait, si ce travail est mené, incorporer une telle synthèse et prendre en compte les principaux résultats dans l'analyse générale.

La proposition de l'équipe de l'IAC a été acceptée lors de la réunion et la liste des entreprises à écarter de la base de sondage a été établie en passant en revue une liste des promoteurs classés selon le montant décroissant des projets financés. La liste des sociétés écartées de la base de sondage est présentée en annexe.

Tableau 8 : Statut juridique des promoteurs écartés de la base de sondage et montants concernés (en millions de XFP)

Forme juridique	Nbre promoteur	Nbre de projets	Montant PF	Montant Subvention demandée	Montant Sub payée*
Autres catégories juridiques	7	13	751	415	387
Groupement d'Intérêt Economique	2	7	133	111	111
Société A Responsabilité Limitée	17	32	1 482	683	626
Société Anonyme	6	22	2 220	943	845
Société Anonyme d'Economie Mixte	1	1	33	22	22
Société civile agricole	1	9	177	132	125
Total Promoteurs écartés	34	84	4 795	2 306	2 115
Total BDD initiale	2 754	3 446	14 594	6 026	5 548
% promoteurs ou montants écartés	1,23%	2,44%	32,86%	38,27%	38,13%

* Partiellement estimé

Les critères utilisés pour choisir les entreprises à écarter ont été le montant total des projets de financement et le statut juridique. Ce sont essentiellement les grandes Sociétés Anonymes (SA) ou Sociétés A Responsabilité Limitée (SARL) qui ont été écartées. Cependant, les grandes sociétés impliquées dans les filières agricoles ont été conservées.

Au total ce sont 34 grandes entreprises qui ont été écartées, soit 1,2% du nombre des promoteurs et 2,4% des projets. Ces entreprises sont à 74% des sociétés. Aucun promoteur à statut juridique de personne physique n'a été écarté. Ces 34 promoteurs représentent une part importante des montants impliqués avec 32,9% du montant total des plans de financement, 38,3 % des subventions demandées et 38,1 % des subventions accordées. Un seul promoteur fait partie du groupe des projets (416) pour lesquels la base de données n'est pas renseignée en ce qui concerne le montant total de la subvention effectivement versée.

Il reste dans la base de sondage quelques promoteurs avec des projets importants puisque 9 promoteurs ont des plans de financement de plus de 50 millions de Fcfp et jusqu'à 94,4 millions. Parmi ces « importants » promoteurs, on note la présence de KAALA-GOMEN société civile agricole avec 4 projets pour un montant total des plans de financement de 94 millions mais seulement 56,7 millions de subvention versée. Les autres promoteurs sont 6 sociétés à responsabilité limitée, une personne physique et la compagnie minière de Kouaoua.

Après l'élimination de ces 34 promoteurs, la base de sondage est donc constituée de 3 362 projets pour 2 720 promoteurs.

3.3.5. Les différentes catégories de projets

Comme indiqué précédemment, la stratification des projets a été faite en prenant en compte les différents types de projets (voir point 3.2) : pour la période 1989 – 2003 sur la base du montant du plan de financement ; pour la période 2004 à 2008 en reprenant le classement effectué par les techniciens et en codant manuellement les projets non classés.

Tableau 9 : Projets de la base de sondage selon le type de projets

Période	Type projet	Projets		Plans de financement		Subventions payées	
		Nbre	%	1000000 XFP	%	1000000 XFP	%
1989/2003	Micro Autoconso	673	20%	177	2%	96	3%
	Micro Marché	712	21%	801	8%	381	11%
	Entreprise	847	25%	7 098	72%	2 243	65%
	ST 1989/2003	2 232	66%	8 076	82%	2 720	79%
2004/2008	Traditionnel	690	21%	323	3%	154	4%
	Insertion Eco	249	7%	388	4%	200	6%
	Entreprise	191	6%	1 012	10%	351	10%
	ST 2004/2008	1 130	34%	1 723	18%	705	21%
89/08	Total général	3 362	100%	9 799	100%	3 424	100%

Les 3 362 projets de la base de sondage et les montants qu'ils représentent se répartissent comme suit (tableau ci-dessous) :

- La première période du CODEV totalise 66% des projets, 82% des plans de financements et 79% des subventions versées. La répartition selon le type de projets est relativement équilibrée avec cependant une légère domination des projets avec un plan de financement supérieur à 2 millions de XFP (type entreprise) ; cette domination devient écrasante si l'on prend en considération les montants des plans de financement ou les subventions accordées (respectivement 72% et 65%).
- Pour la période récente avec une classification des projets qui n'a pas été faite en utilisant des bornes sur les montants des plans de financement, les projets qui dominent sont en nombre les projets traditionnels (aussi nombreux que pour la première période avec 21% de l'ensemble mais surtout 61% pour la période concernée). Cette domination disparaît quand on prend en compte les montants, cependant les pourcentages pour la période restent conséquents avec 19% des plans de financement et 22% des subventions versées.

3.4. L'échantillon des 400 projets à enquêter

L'échantillon proposé dans les termes de référence de cette étude est de 400 projets soit *a priori* un peu plus de 10 % des projets de la base initiale (400/3348 soit approximativement 10% des projets). En final, la base de sondage a été réduite à 3 362 projets soit, pour un tirage de 400 projets, un taux de sondage de 11,89 % de la population.

Pour effectuer l'échantillonnage, nous avons stratifié la base en deux périodes et trois types de projets par période soit 6 strates de projets.

3.4.1. Taille et tirage de l'échantillon

Avec des promoteurs qui peuvent avoir plusieurs projets dans les deux périodes distinguées et qui peuvent avoir des types de projets différents, l'échantillonnage s'est révélé une opération assez complexe. L'objectif demandé était de disposer d'un échantillon représentatif de plus de

400 projets. Cet objectif a été utilisé pour dimensionner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'étude et pour en faire une planification.

Pour s'assurer qu'au terme des travaux de contrôle et de vérification des données collectées, il y aura au moins 400 projets qui seront utilisables pour l'analyse, l'objectif a été légèrement augmenté et porté à 450 projets (soit un taux de sondage de 13,38%).

Enfin, pour faire face aux défections (refus de répondre aux questions, absence du promoteur, etc.) un échantillon de projets supplémentaires de 20% de la taille de l'échantillon (soit un taux de sondage de 2,38%) a été tiré. Cet échantillon sera à la disposition des enquêteurs qui l'utiliseront seulement en cas de défection d'un promoteur de l'échantillon principal.

Le problème est qu'en tirant 400 projets au hasard (dans les 6 strates de projets) on obtient environ 385 promoteurs mais qui totalisent environ 500 projets. La question posée a été de savoir si lorsque l'on a un promoteur qui a eu plusieurs projets, l'enquête devait porter sur seulement le ou les projets qui ont été tirés au sort ou sur tous les projets du promoteur. A la réflexion, il semble préférable que l'enquête porte sur l'ensemble des projets du promoteur : on ne peut pas comprendre et apprécier la situation actuelle du promoteur si l'on ne prend en considération qu'une seule aide alors qu'il en a reçu plusieurs.

Tableau 10 : Répartition des projets selon les strates définies pour le tirage de l'échantillon

Cl_An	P1_89_03			P2_04_08			Ensemble
Strates	1	2	3	4	5	6	
Type de projets	Micro Autoconso	Micro Marché	Entreprise	Traditionnel	Insertion	Entreprise	
Nbre de projets	673	712	847	690	249	191	3 362
%	20%	21%	25%	21%	7%	6%	100%

Tableau 11 : Nombres de projets et co-projets par strate

Périodes	Strates	Nombre de projets et de coprojets							
		Total	1	2	3	4	5	6	7
P1_89_03	1	673	429	139	47	23	23	7	5
	2	712	479	144	52	19	12	4	2
	3	847	525	194	57	29	25	5	12
P2_04_08	4	690	514	125	41	6	3	1	
	5	249	186	43	16	3			1
	6	191	130	35	18	4	2	1	1
Total Projets		3 362	2 263	680	231	84	65	18	21
Nb Promoteurs		2 720	2 263	340	77	21	13	3	3

Aux 3 362 projets de la base de sondage sont liés 2 720 promoteurs (Tableau 11, Tableau 10). Le tirage d'un projet peut entraîner l'intégration de 1 à 6 autres projets dans l'échantillon. Par exemple si on tire un projet d'un promoteur qui a reçu 5 aides au total, on se retrouve avec un échantillon de 1 projet tiré au sort + 4 autres projets (que nous appellerons des co-projets). La situation est présentée dans le Tableau 11. Parmi les 673 projets de la strate 1, 429 concernent un seul promoteur par projet ; 139 concernent 2 projets par promoteurs, 47 concernent 3 projets par promoteurs, etc. En final, la population est décomposée en 42 strates (6 catégories de projets que croisent 7 classes de co-projets).

Pour simplifier le tirage, les 4 derniers groupes de co-projets ont été réunis en une seule classe (la classe des 4 à 7 co-projets). Il y a ainsi, en final, 24 strates (6 catégories x 4 classes de co-projets). La méthode d'échantillonnage retenue est un échantillonnage stratifié proportionnel. Les projets sont tirés aléatoirement à l'intérieur de chaque strate.

Tableau 12 : Effectif à tirer au sort par strate après application du taux de sondage pour l'échantillon principal

Périodes	Strates	Nombre de projets et de coprojets				
		Ensemble	1	2	3	de 4 à 7
P1_89_03	1	70,23	57,42	9,30	2,10	1,41
	2	76,97	64,11	9,64	2,32	0,90
	3	87,53	70,27	12,98	2,54	1,73
P2_04_08	4	79,24	68,80	8,37	1,83	0,24
	5	28,58	24,90	2,88	0,71	0,10
	6	20,74	17,40	2,34	0,80	0,19
Total projets tirés		363	303	46	10	5
Total projets enquêtés		450	303	91	31	25

Les deux échantillons ont été tirés au hasard dans la base de sondage en utilisant le logiciel XLSTAT©

3.4.2. Caractérisation succincte de l'échantillon

L'échantillon principal est constitué de 448 projets pour 361 promoteurs (soit une moyenne de 1,24 projet par promoteurs). L'échantillon des supplémentaires pour pallier aux défections possibles au moment de l'enquête est lui constitué de 80 projets et 66 promoteurs.

Globalement l'échantillon principal tiré au sort représente (voir tableau ci-dessous) 13% du nombre total de projets de la base de sondage (la population) ; 14% des plans de financement cumulés et des subventions versées estimées. Les types de projets « traditionnels » et « d'entreprise » pour la période 2004 à 2008 ont une représentation légèrement inférieure mais qui reste supérieure à l'objectif initial de 11,90% (400/3362 projets) ; par contre pour ces projets, le niveau de représentation des montants en plans de financement et subvention est nettement supérieur.

Tableau 13 : Représentativité de l'échantillon principal

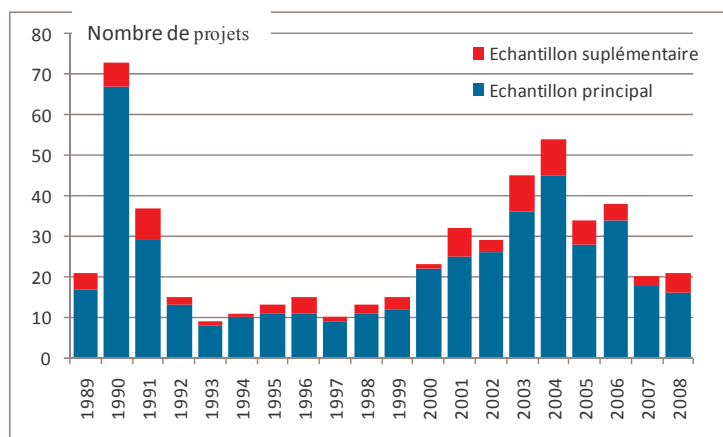
Echantillon Principal		Projets		Plan de financement		Subvention versée	
Période	Type de projets	Nbre	% Pop	Montant	% pop	Montant	% pop
P1_89_03	Micro Autoconso	87	13%	22 657 873	13%	13 005 084	14%
	Micro Marché	103	14%	120 406 908	15%	61 086 843	16%
	Entreprise	117	14%	885 854 743	12%	306 390 542	14%
P2_04_08	Traditionnel	83	12%	41 613 539	13%	19 644 480	13%
	Insertion	35	14%	56 429 908	15%	28 521 330	14%
	Entreprise	23	12%	208 889 875	21%	63 797 591	18%
Total		448	13%	1 335 852 846	14%	492 445 870	14%

Globalement l'échantillon principal représente 1,34 milliards de plans de financement et 492 millions de subventions versées.

Parmi les projets, 67 font partie du groupe pour lequel la subvention versée n'était pas renseignée (416 projets au total, soit 16%).

La répartition dans le temps selon la date de démarrage du projet (voir graphique ci-dessous) suit la distribution de la population dans son ensemble.

Figure 4 : Répartition des projets des échantillons selon la date de démarrage



3.5. Questionnaires et guide d'entretien

3.5.1. Le questionnaire projet

Les rubriques du questionnaire sont calquées sur les attentes et les objectifs qui ont été définis / explicités lors de la mission et en particulier lors des discussions avec le comité de pilotage.

Les rubriques suivantes sont abordées dans le questionnaire :

✓ *Caractéristiques et identification du ménage*

Outre les données nécessaires à l'identification et à la caractérisation du promoteur et de son ménage (éventuel), cette rubrique doit permettre de capturer des données permettant de caractériser les aptitudes professionnelles du promoteur telles qu'elles peuvent ressortir de l'analyse de son niveau d'études, de sa formation professionnelle ou de ses expériences professionnelles. Les rubriques concernant le ménage permettent de cerner le niveau socio économique à travers sa composition, les transferts familiaux dont il peut bénéficier, les aides sociales, les cotisations sociales et le critère fiscal (imposable ou non).

✓ *Description des activités du promoteur*

Les activités du promoteur sont listées et décrites avec un souci d'exhaustivité afin de capturer la complexité des systèmes d'activités en vigueur en Nouvelle Calédonie. Il semble important de savoir si les activités pratiquées sont destinées de manière dominante à la sphère domestique exclusivement (autoconsommation) ou à la vente. Une estimation des revenus mensuels, de la période concernée dans l'année et des revenus totaux générés sera recherchée.

Le promoteur sera caractérisé par l'emploi qu'il génère et cet emploi sera qualifié, tout comme son insertion dans les réseaux économiques et sociaux.

Enfin les projets CODEV obtenus seront listés et décrits dans un tableau prévu à cet effet. Les informations de ce tableau seront croisées avec les informations issues de la base de suivi qui seront extraites sur la base de la liste tirée au sort.

✓ *Description du projet soutenu par le CODEV*

La description du projet CODEV intègre les conditions foncières lors de sa genèse et cherche à capter si ces conditions ont pu retarder / bloquer sa mise en œuvre et dans l'affirmative les raisons en seront détaillées. Elle précise aussi si le projet a fait l'objet d'un apport personnel, comment cet apport a été financé et si un emprunt complémentaire a été nécessaire.

A ce niveau du questionnaire un état actuel de l'investissement, la provenance des fournitures et l'état de l'activité sera précisé avec le souci de retracer les éventuelles discontinuités dans la mise en œuvre ainsi que les raisons de ces discontinuités éventuelles.

✓ *Appréciation des effets de l'activité soutenue par le CODEV*

On cherchera à apprécier les effets de manière quantitative et qualitative. Les effets seront recherchés sur les revenus (également dans le cadre de l'autoconsommation lorsque c'est le cas). Le caractère formalisé de l'activité développée sera approchée à travers la tenue d'une comptabilité, le type d'insertion commerciale et économique. L'importance de cette activité sera appréhendée (outre via l'estimation des revenus) par la création éventuelle d'emplois saisonniers ou permanents et par l'estimation des revenus distribués qu'ils permettent.

La pérennité des activités engagées par le soutien du CODEV sera appréciée par la prise en compte des impacts financiers du projet notamment à travers l'état des remboursements des emprunts nécessaires à sa mise en œuvre, l'état effectif des investissements réalisés et la capacité financière du promoteur à les renouveler.

A partir d'une analyse de l'ensemble des activités du promoteur (cf. Description des activités), l'impact sur le travail du promoteur, sa pénibilité et sa répartition entre les différentes activités sera appréciée ; on cherchera également à savoir dans le cas d'un projet agricole si le projet CODEV a induit des changements dans les pratiques productives et si ces changements se sont pérennisés au-delà du soutien CODEV.

On cherchera également à savoir si le projet a induit un changement de lieu de résidence et si le développement du projet a eu des conséquences au plan social dans les relations du promoteur avec son environnement social proche.

Enfin on cherchera à apprécier l'effet sur le bien être des ménages en identifiant ce que les promoteurs mettent en relation avec la mise en œuvre du projet soutenu par le CODEV dans le domaine de la consommation et de l'équipement domestique ainsi que dans le domaine de la création de compétences pour les membres du ménage.

✓ *Conditions d'élaboration du projet*

Outre la manière dont les promoteurs sont entrés en contact avec « le dispositif CODEV » (et notamment les agents de la province en charge du montage du dossier), nous chercherons à détailler les objectifs du promoteur afin d'en apprécier les éventuels changements depuis l'étape initiale. Les appuis, dont a pu bénéficier le promoteur tout au long de son parcours, seront précisés en ayant soin de faire apparaître les rôles respectifs des acteurs des services provinciaux et des autres organismes publics ou privés.

✓ *Evolution future de l'activité subventionnée et appréciation globale des effets*

Enfin le questionnaire se termine par le recueil du point de vue du promoteur sur la poursuite de l'activité soutenue par le CODEV et par un point de vue global du promoteur sur le dispositif CODEV et sa perception des politiques provinciales.

✓ *Le cas particulier des promoteurs « collectifs »*

Parmi les projets tirés au sort, une partie est mise en œuvre par des promoteurs « collectifs » quel que soit leur statut. Il peut s'agir d'associations, de groupements, de GIE, de GDPL....

Une variante du questionnaire adaptée au caractère collectif de ce type de promoteur a été élaborée pour tenir des spécificités liées au caractère collectif de ces promoteurs (cf. échantillonnage).

Le questionnaire devra être réalisé avec la personne responsable de la structure collective afin qu'il soit en mesure de répondre de manière pertinente aux questions.

3.5.2. Le guide d'entretien trajectoire de promoteurs

C'est un guide d'entretien et en cela il doit permettre d'engager un dialogue ouvert et confiant avec les promoteurs afin de permettre de comprendre leur trajectoire personnelle et apprécier dans quelle mesure le ou les projets CODEV ont joué un rôle dans celle-ci. Les rubriques suivantes sont abordées dans le guide sachant que l'ordre peut être modifié lors de la conduite de l'entretien (en s'adaptant au discours de la personne) et en laissant la possibilité (contrôlée) de digressions non prévues mais qui peuvent s'avérer enrichissantes pour l'étude et la compréhension des stratégies des promoteurs :

- Jeunesse et étude
- Déplacements
- Vie professionnelle et sociale
- Le CODEV
- Les projets personnels
- Le développement en province Nord et l'évolution du Codev / des Ogaf
- Le développement en Nouvelle-Calédonie
- Le guide d'entretien est présenté en annexe de ce rapport.

3.5.3. Le guide d'entretien acteurs du dispositif

Compte tenu du calendrier, ce guide sera élaboré une fois que les enquêtes sur échantillon seront engagées de manière à prendre en compte les connaissances concrètes qui seront produites lors de cette phase sur les conditions opérationnelles de mise en œuvre du dispositif CODEV.

3.6. Construction de la base de données pour la saisie et le dépouillement

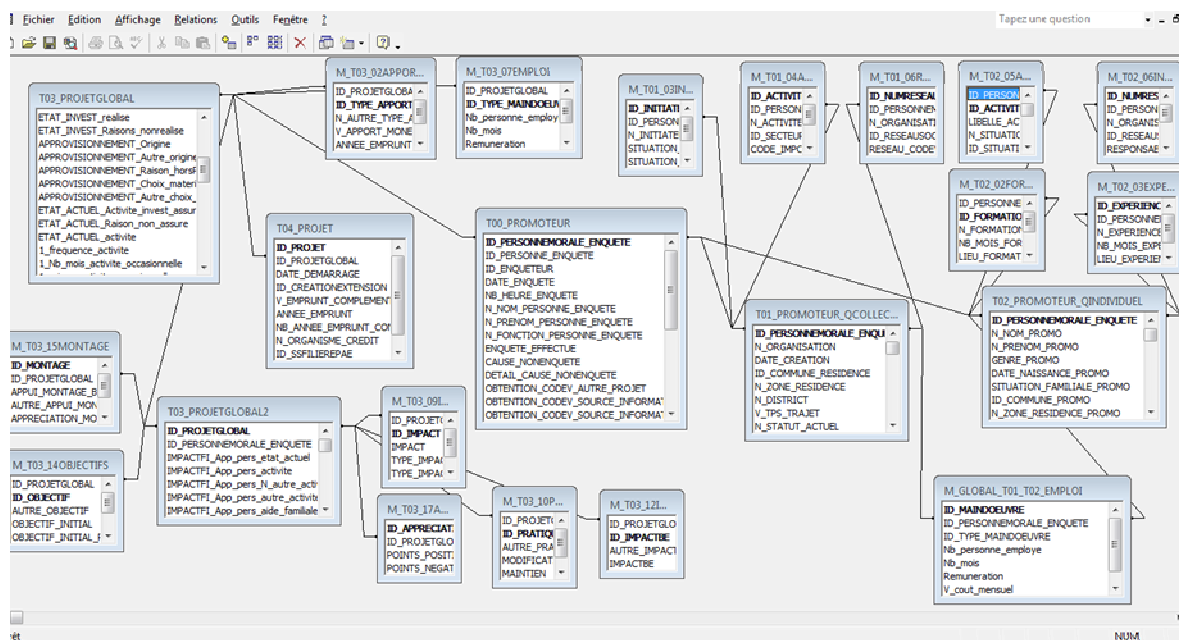
Les données collectées seront saisies sous informatique pour leur traitement. Une base de données a été construite sous le logiciel Access avec d'une part des tables pour le stockage des données et des formulaires correspondant à des masques de saisie.

La saisie sera effectuée par deux personnes formées à cet effet.

Chaque enquête est reliée à la base CODEV existante par un identifiant « personne morale » et les identifiants projets qui s’y rattachent, permettant ainsi d’assurer la liaison avec les données déjà existantes dans la base de la DDEE.

Le modèle conceptuel de données de la base est présenté ci-dessous.

Figure 5 : Modèle conceptuel de données de la base de données pour traitement des enquêtes



Les renseignements concernant la caractérisation des promoteurs sont contenus dans les tables T00_PROMOTEUR (pour les renseignements du déroulement de l'enquête), T01_PROMOTEUR_QCOLLECTIF pour les structures collectives et T02_PROMOTEUR_QINDIVIDUEL pour les structures individuelles.

Les renseignements concernant les projets sont contenus dans les tables T03_PROJETGLOBAL et T03_PROJETGLOBAL2 (suite de la première) indexées par un identifiant projet global, qui regroupe les projets considérés comme appartenant à une même catégorie, même période, même secteur d'activité, et même logique pour le promoteur (le détail des ces projets sont contenus dans la table T04_PROJET). Les deux tables sont reliées aux tables promoteur par l'identifiant personne morale.

Les autres tables sont des tables de modalités et des tables permettant de saisir plusieurs observations pour un projet global (ex : un promoteur et son projet global peut présenter plusieurs types de main d'œuvre, plusieurs formations, etc....).

La saisie s'opère sous différents formulaires, selon le type de questionnaire (individuel/collectif), mais sous un même formulaire pour la partie projet global à partir du point 3 du questionnaire (cf. la 3^{ème} copie écran).

Une interface a été créée sous Access permettant une navigation facile entre les formulaires lors de la saisie.

Figure 6 : Masque de saisie pour les promoteurs / structures individuelles

The screenshot shows a Microsoft Access form titled "Formulaire pour la saisie des entretiens pour les projets concernant des structures individuelles". The form is designed for data entry and includes the following sections:

- Header:** Includes the IAC logo (Institut Agronomique néo-Calédonien) and a title bar with standard Windows controls.
- Form Fields:**
 - 1.1 Caractérisation du promoteur:** Contains fields for Nom, Prénom, Genre, Date de naissance, Situation familiale, Lieu de résidence actuel, Code commune de résidence, Zone de résidence, Nom de la tribu ou du quartier (district ISEE 2004), Si hors village, temps de trajet jusqu'au village/service, Niveau d'étude du promoteur, Diplôme le plus élevé obtenu, Formation professionnelle, Nom de la formation, Durée en mois, Lieu, Nom organisme, Code organisme, and Dans le cadre du CODEV/OGAF.
 - Expérience professionnelles antérieures:** Includes a question "Avez-vous eu des emplois avant le projet Codev/Ogaf?" and a table for recording previous employment with columns: Emploi avant Codev/Ogaf, Durée en mois, Lieu, and Rai.
 - 1.2 Caractérisation du ménage:** Contains fields for Nom, Prénom, and Adresse.
 - 2 Description des activités du promoteur:** The start of a section for describing the promoter's activities.
- Navigation and Controls:** Buttons for "Vérifier la saisie précédente" and "Saisir l'expérience suivante" are present. A "Code promoteur" field with a search icon and a button "Enregistrer un nouveau promoteur" are also visible.
- Footer:** Shows "Mode Formulaire" and "NUM" in the bottom right corner.

Figure 6 : Masque de saisie pour les promoteurs structures collectives

Formulaire pour la saisie des entretiens pour les projets concernant des structures collectives (GDPL, GIE, Coopérative...)

Code promoteur Enregistrer un nouveau promoteur

1.1 Identification et statut de l'organisation

Nom de l'organisation
 Date de création
 Lieu de résidence actuel Code commune de résidence
 Zone de résidence
 Nom de la tribu ou du quartier (district ISEE 2004)
 Si hors village, temps de trajet jusqu'au village/service (quel que soit le moyen de transport)
 Statut actuel de l'organisation : Autre, préciser
 Ce statut est-il le même qu'à la création?
 Si non, quel était le statut initial?
 Quelles sont les raisons de ce changement?
1.2 Origine de l'organisation
 Situation actuelle des exploitants Qualifications
 Entr : 1 sur 1 Mode Formulaire

1.3 Objectifs de l'organisation et évolution

Quels sont les objectifs actuels de l'organisation?
 1er
 2ème
 3ème
 Ces objectifs ont-ils changé depuis la création de l'organisation?
 Si oui, quels étaient les objectifs initiaux?
 1er
 2ème
 3ème
 Pourquoi ont-ils changé?
1.4 Adhérents
 Nombre de membres de l'organisation : lors de sa création

Conditions d'adhésion à l'orga
 Votre organisation est-elle une struct
 Quelles sont les conditions d'adhési
 Ont-elles changé depuis la création d
 Si oui, quels étaient les conditions int
 Pourquoi?
2 Activités de l'organisa
2.1 Evolution des activités
 Activités à la créati
 (Numér
 value)
 Vérifier la
 précédente

NUM

Figure 8 : Masque de saisie, partie commune pour les promoteurs individuels et les structures collectives

RESAISIR le Code promoteur

Code projet global automatique Enregistrer un nouveau code projet global

3 Caractérisation du projet soutenu par le Codev/Ogaf

Date de démarrage effectif des projets étudiés et type de projet :

CODE PROJET	Mois et année de démarrage effectif	Projet correspondant à
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Secteur d'activité (sous filière PAE)
 Nature du projet
 vérifier la saisie précédente saisir le projet lié suivant

3.1 Statut foncier pour l'investissement CODEV/OGAF

Superficie concernée par l'ensemble des projets Codev/Ogaf groupés
 Faire-valoir et statut des terrains :
 Autre, préciser
 Si ont terrains coutumiers, préciser :
 Autre, préciser
 Obtention du foncier :
 Si obtention difficile, pourquoi?
 Retard sur la mise en œuvre du projet dû au foncier :

3.3 Emprunt complémentaire pour réaliser le projet

Emprunt complémentaire :

Montant (ECFP)	Année de l'emprunt	Durée de l'emprunt	Nom organisme de crédit
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

3.4 Etat de l'investissement

Tous les investissements prévus dans l'ensemble des projets ont-ils été réalisés?
 Si non, pourquoi?

3.5 Origine des approvisionnements

Où vous êtes-vous fourni pour le matériel, les équipements et les intrants nécessaires aux différents projets?
 Autre, préciser
 Si pas en province Nord, pourquoi?
 Qui a choisi le matériel? Autre, préciser

Entr : 1 sur 1 Mode Formulaire

NUM

4. DISPOSITIF POUR LA REALISATION DE L'ETUDE

4.1. Pilotage de l'évaluation

L'évaluation du CODEV-PN est suivie par un comité de pilotage composé de membres de la DDEE, de la DSI, dont la liste est présentée dans le tableau ci-dessous. Les deux premiers comités de pilotage consacrés à la préparation des enquêtes et de l'évaluation proprement dite se sont tenus en présence de Jean-François Bélières et Pierre-Marie Bosc (CIRAD/ES), de Catherine Gaillard, Julie Frappier et de Jean-Michel Sourisseau (axe III de l'IAC) (cf. comptes-rendus des comités en annexe).

DDEE	Laurent Lebrun, directeur de la DDEE
	Jean-Claude Gambey, directeur-adjoint de la DDEE
	Michel Helly, chef du service Agriculture
	Pierre Audouard, chef du service Investissements et Entreprises
	Dominique Levy, Coordination Administrative et Juridique
	Laurent Seijas, chargé de mission à l'Observatoire des Activités Economiques
	Pascal Levy, chef de l'antenne de Canala
	André Ponidja, chef de l'antenne Est
	Laurent Kasanwardi, antenne Est, technicien Service Investissements et Entreprises
	Justin Wema, chef de l'antenne Ouest
	Martine Berger, chef de l'antenne Nord
	Yoran Belle, antenne Nord, technicien Service investissements et entreprises
DSI	Sébastien Lopez, analyste/développeur à la cellule développement et applicatifs métiers

Ce comité de pilotage devra se réunir régulièrement pour discuter et valider toutes les étapes à venir, avec un premier rendez-vous à l'issue de la phase de collecte des données.

4.2. Calendrier de travail prévisionnel

Le déroulement prévisionnel de l'étude proposé à l'issue de cette phase préparatoire est présenté dans le chronogramme ci-dessous.

L'évaluation devra se dérouler en trois phases : la collecte des données (deux mois), l'analyse des données (deux mois) et la rédaction du rapport d'évaluation (un mois).

Mois	Semaine	Activités
Mars	01 au 5 mars	Formation des enquêteurs Mise au point de la logistique des enquêtes avec l'antenne Ouest
	8 au 12 mars	Enquêtes projets sur la zone de l'antenne Ouest
	15 au 19 mars	
	22 au 26 mars	Enquêtes projets sur la zone de l'antenne Nord
	29 mars au 2 avril	
Avril	6 au 9 avril	Enquêtes projets sur la zone de l'antenne de Canala
	12 au 16 avril	Enquêtes projets sur la zone de l'antenne Est
	19 au 23 avril	
	26 au 30 avril	
Mai		Saisie des données collectées Début de l'analyse des données (dernière semaine de mai) Enquêtes trajectoires Enquêtes avec les acteurs du dispositif
Juin		Analyse des données Constitution de groupes de travail avec des acteurs du dispositif
Juillet		Rédaction du rapport d'évaluation

4.3. Logistique des enquêtes

4.3.1. L'équipe

Une équipe de cinq personnes assurera la réalisation des enquêtes projets et trajectoires. Une personne devra coordonner le dispositif d'enquêtes en lien avec les antennes DDEE, mais aussi réaliser des enquêtes sur les parcours individuels.

Quatre enquêteurs, dont un stagiaires en M2 également chargé de la supervision de la collecte, réaliseront les enquêtes projets. Dans la mesure du possible, les enquêteurs devront être de niveau BTS ou licence.

4.3.2. Le déroulement de la phase d'enquêtes

L'échantillon a été communiqué à la DDEE afin qu'un courrier puisse être envoyé aux promoteurs tirés au sort. Ce courrier, émanant de la province Nord, permettra de prévenir les sélectionnés et de leur demander leur coopération lors de la phase d'enquête. Une médiatisation de l'évaluation par voie de presse, de message radio ou télé est par ailleurs souhaitable.

Les antennes seront également sollicitées afin de communiquer une liste de 10 promoteurs dont les trajectoires peuvent être considérées comme représentatives ou particulièrement intéressantes. Il ne s'agit pas de se limiter aux succès ou aux échecs, mais bien de pouvoir étudier plus en détail des parcours plus complexes concernant des promoteurs de tout âge, homme et femme et de toute insertion socio-économique. Le choix de ces promoteurs devra également permettre de bien appréhender l'influence des changements intervenus dans les différents contextes à l'échelle des différentes ETH de la province.

A l'issue des enquêtes projets, des enquêtes trajectoires seront menées par la coordinatrice de l'étude. Elles seront suivies d'une phase d'entretiens individuels auprès des acteurs du dispositif CODEV-OGAF (élus, administration provinciale, chef d'antenne, technicien, animateur...), également menée par la coordinatrice de l'évaluation.

Les données seront analysées en couplant une analyse statistique avec des données plus contextuelles. Ainsi un ou plusieurs groupes de travail pourront être constitués, comprenant les acteurs du dispositif afin notamment de :

- L'analyse statistique et l'animation des groupes de travail seront effectuées par l'équipe en charge de l'évaluation. Une mission d'appui externe pourrait ainsi être organisée en juin.

39

5. CONCLUSION

Ce rapport conclut la première phase de l'étude d'évaluation du dispositif CODEV et met en place les outils permettant sa mise en œuvre. Il a été réalisé en étroite concertation avec les services de la province Nord qui ont apporté leur point de vue et leur expérience à ce montage.

Le travail de production de données va pouvoir démarrer selon un calendrier permettant d'optimiser la logistique (début par la côte Ouest, puis Nord, Canala et enfin côté Nord Est...).

La poursuite du travail dans les prochains mois suppose un important et rigoureux travail d'organisation et de supervision des enquêtes. La collaboration des antennes et des services de la province facilitera ce travail. Le dépouillement et les débuts de traitement des données devront démarrer au plus tôt, voire même en cours de réalisation des enquêtes (dépouillement notamment), afin d'optimiser le temps de travail.

L'objectif visé est bien d'organiser un travail collectif lors du mois de juin afin de permettre une analyse partagée des résultats et effets du CODEV entre les services de la province et l'équipe chargée de l'évaluation.

Au-delà de l'évaluation du dispositif CODEV, cette étude offre l'opportunité d'une réflexion en profondeur sur les modalités de l'intervention publique dans un contexte de changement institutionnel majeur à plusieurs niveaux d'échelle (province et territoire) et cela à partir d'une base d'informations empiriques constituée à cet effet sur un pas de temps (20 ans) et un nombre significatif d'observations (400 enquêtes).

6. ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence de la mission

Annexe 2 : Modèle Conceptuel de Données de la base CODEV

Annexe 3 : Tableau de données : nombre de projets, montant des plans de financement et subvention versée selon l'année de démarrage des projets

Annexe 4 : Compte rendu du comité de pilotage du 05 février

Annexe 5 : Compte rendu du comité de pilotage du 12 février

Annexe 6 : Liste des entreprises écartées de la base de sondage

Annexe 7 : Le questionnaire promoteur individuel projet unique

Annexe 8 : Le questionnaire promoteur structure collective projet unique

Annexe 9 : La grille d'entretien

6.1. Annexe 1 : Termes de référence de la mission

Mission d'appui CIRAD-ES à l'IAC (axe III) Février 2010
--

OBJET DE LA MISSION

Appui à la mise en place d'une enquête qualitative sur les impacts du dispositif CODEV de la province Nord

CHERCHEURS CONCERNES

Jean-François Bélières CIRAD-ES / UPR ARENA
Pierre Marie Bosc CIRAD-ES / UMR MOISA

CONTEXTE DE L'ETUDE

La province Nord a commandé à l'Institut Agronomique Néo-Calédonien une étude préparatoire pour élaborer une méthodologie d'évaluation des projets du CODEV basée sur une analyse qui mette en relation les résultats technico-économiques et des variables plus « qualitatives » sur le projet et son promoteur, sa définition et sa mise en œuvre. Cette étude doit être suffisamment aboutie pour permettre un lancement rapide des travaux de terrain.

Pour mener à bien ce travail, l'IAC a sollicité l'appui du CIRAD-ES qui a proposé l'intervention conjointe de deux chercheurs socio-économistes aux profils complémentaires : l'un (Pierre Marie Bosc) plus expérimenté dans l'approche qualitative du développement local (organisation du monde rural, appui aux producteurs, aux organisations paysannes et autres acteurs du développement rural) ; l'autre (Jean-François Bélières) plus expérimenté dans la réalisation et le traitement d'enquêtes socio-économiques de type quantitatives (auprès des exploitations et entreprises du monde rural dans les pays du Sud).

OBJECTIFS DE LA MISSION ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif principal de la mission est d'élaborer de manière concertée avec l'IAC et les services concernés (notamment province Nord.) une méthodologie d'enquête qui réponde aux objectifs d'évaluation en prenant en compte les contraintes budgétaires et de calendrier. L'atteinte de cet objectif passe par la réalisation des tâches suivantes :

- Ajuster la dimension de l'étude à partir des attentes des services concernés vis-à-vis de l'évaluation ;
- Définir une méthodologie pour tirer un échantillon représentatif de promoteurs à enquêter dans la base de données CODEV
- Etablir un questionnaire d'enquête
- Construire un programme de mise en œuvre et de suivi de l'enquête
- Préparer la construction de la base de données et l'organisation de la saisie et du contrôle

- Proposer une trame provisoire pour le traitement et l'analyse des données.

Résultats attendus :

- Un rapport présentant la méthodologie et une trame de traitement et d'analyse des données
- Un questionnaire d'enquête avec un manuel d'utilisation
- Une typologie et une procédure pour le tirage de l'échantillon des promoteurs à enquêter dans la base CODEV
- L'architecture de la base de données

DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission se déroulerait du 01 au 16 février 2010 selon le chronogramme indicatif ci dessous

	Lundi	Mardi	Mer.	Jeudi	Vendr.	Samedi	Dim.	Lundi	Mardi	Mer.	Jeudi	Vendr.	Samedi	Dim.	Lundi	Mardi
Février 2010	1/2	2/2	3/2	4/2	5/2	6/2	7/2	8/2	9/2	10/2	11/2	12/2	13/2	14/2	15/2	16/2
Voyage Montpellier / Nvelle Calédonie																
Analyse des informations et de la documentation existantes																
Rencontre avec le comité de suivi																
Discussion avec les services concernés sur attentes vis-à-vis de l'évaluation et critères pour la typologie																
Elaboration d'une typologie provisoire																
Esquisse d'un questionnaire																
Enquêtes sur le terrain auprès de promoteurs pour tester l'esquisse et la compléter						?										
Mise en commun des travaux de terrain ... élaboration typo + questionnaire																
Ajustement typologie / base de données																
Test sur le terrain du nouveau questionnaire																
Elaboration architecture base de données																
Préparation restitution																
Présentation proposition générale au comité de suivi																
Voyage retour																
Rédaction rapport																

[illegible]

6.3. Tableau de données

Tableau 14 : Nombre de projets, montant des plans de financement et subvention versée selon l'année de démarrage des projets

Année de démarrage	Nbre de projet	Plan de financement	Subventions demandées	Subvention versées*
1989	90	704 144 450	219 627 900	212 473 489
1990	381	1 448 285 499	508 195 488	434 939 016
1991	265	1 014 067 988	404 347 965	364 972 528
1992	114	889 905 345	362 699 709	304 738 706
1993	92	647 453 141	353 565 341	326 921 814
1994	98	496 307 675	192 265 375	164 005 345
1995	80	805 527 000	302 109 000	270 276 944
1996	84	349 940 100	180 059 100	160 595 798
1997	70	311 487 089	144 905 886	103 032 105
1998	70	620 963 667	171 577 556	158 386 792
1999	83	321 746 620	122 622 055	114 587 754
2000	170	1 767 769 500	752 371 254	710 629 092
2001	205	1 052 106 201	413 456 457	380 818 945
2002	195	708 955 205	296 753 216	275 462 748
2003	302	1 043 841 402	442 123 615	408 798 008
2004	331	618 830 707	282 441 194	277 035 073
2005	283	646 223 298	303 767 756	301 789 427
2006	268	537 764 214	306 862 159	305 645 412
2007	136	341 496 547	153 729 160	152 985 331
2008	129	267 174 473	112 530 668	111 623 178
TOTAL	3 446	14 593 990 121	6 026 010 854	5 539 717 505

* Partiellement estimé (9% du total) pour 416 projets

6.4. Compte rendu du comité de pilotage du 05 février

Compte rendu du Comité de pilotage de l'étude d'évaluation du dispositif CODEV OGAF
Province Nord – Nouvelle Calédonie 5 février de 9h à 12h CRN IAC Pouembout

Présents :

Province Nord :

DDE : Martine Berger, Jean-Claude Gambey, Michel Helly, Dominique Levy, Laurent Sejas, Laurent Kasanwardi, Justin Wema, agent SIE Koumac (?)

DSI, Sébastien Lopez

IAC : Catherine Gaillard, Coordinatrice de l'étude, Julie Frappier, Statisticienne, Jean-Michel Sourisseau

Cirad : Jean-François Bélières, Pierre-Marie Bosc

Document joint : Présentation des options / questions ayant servi à introduire la réunion, préparé par l'équipe : Julie Frappier, Catherine Gaillard, Jean-François Bélières et Pierre-Marie Bosc

Objectif de la réunion : Présentation d'un premier cadrage méthodologique et discussion sur les orientations à retenir

Résumé des décisions

1. La base de données

Importance de disposer dans les meilleurs délais de la base dans sa composition définitive afin de ne pas retarder les traitements. Julie Frappier récupère ce jour (5/02/10) la base auprès du service concerné à la Province.

2. Périmètre de l'étude

Des questions ont été posées par l'équipe sur le périmètre à retenir comme base de sondage pour l'analyse et le tirage de l'échantillon :

- les projets CODEV élaborés dans un cadre OGAF font bien partie de l'analyse ;
- le démarrage de l'analyse est fixé aux projets mandatés dès 1989 (une marge de tirage - + 10% - sera réalisée afin de se garantir contre l'absence possible de certains interlocuteurs au moment des enquêtes (décès, absence...) ;
- on traite les projets jusqu'à fin 2008 inclus, l'année 2009 n'est donc pas considérée ;
- on ne traitera que des dossiers mandatés, et donc pas les « exclus » du Codev (les dossiers refusés d'une part mais aussi les publics non touchés par le Codev pour diverses raisons. Ces analyses seraient intéressantes mais elles ne font pas partie de cette étude.

Certains projets « Codev » se réfèrent à des logiques de développement d'entreprises avec des investissements importants qui représentent une catégorie minoritaire par rapport à l'essentiel du public du Codev. Ces soutiens financiers au montage ou au développement de certains secteurs via le Codev relèvent de logiques de soutien aux entreprises et supposent de la part

de la province un suivi et des modalités adaptées. Il ne va de même pour leur évaluation qui ne relève pas de la proposition discutée ici. Ces investissements réalisés dans le cadre du Codev font bien partie de la stratégie de développement impulsée par le dispositif Codev et font donc pleinement partie de son évaluation. L'équipe telle que définie par ses termes de référence ne dispose pas en son sein des compétences pour réaliser ce travail, mais est prête à intégrer des éléments d'appréciation des effets qui seraient fournis par les services de la province à partir d'une synthèse rédigée par les services compétents.

Au cours de la réunion le Comité de pilotage a donc jugé préférable de sortir certains projets d'investissement de plus de 10 Millions de F CFP de la base qui servira à l'échantillonnage.

3. Tirage au sort

Il se fera sur la base d'un échantillonnage tiré au hasard dans la population de tous les dossiers Codev mais segmenté selon :

- la date de démarrage du projet en distinguant avant et après 2003. La date de 2003 comme changement dans les modalités d'intervention CODEV est marquée par la publication du nouveau Code mais il n'est mis en œuvre effectivement qu'en 2004. Ainsi les projets mis en œuvre en 2003 (mandatés) seront à inclure dans la première période (1989-2003 incluse)
- le type de projet avec 3 types identifiés :
 - micro projets inférieurs à 500 000 F CFP ---→ Projets dits « traditionnels » dans Codev 2003 ;
 - micro projets compris entre 500 000 et 2 millions F CFP → projets d'insertion économique dans le Codev 2003 ;
 - projets économiques supérieurs à 2 M de F CFP -> projets d'entreprise dans le CODEV de 2003.

Le Comité de pilotage a jugé préférable de retirer de la base d'échantillonnage plusieurs projets d'investissement d'un montant supérieur à 10 millions de F CFP (cf supra)

Les dossiers forment la population du tirage, mais les entretiens seront effectués avec les promoteurs concernés ; il sera tenu compte dans ces entretiens de tous les projets Codev dont il aurait pu bénéficier.

4. Prise en compte de certaines attentes spécifiques ou observations de la Province.

- Bien prendre en compte les évolutions de contexte avec les spécificités de chacune des zones d'intervention. Dans certaines zones des évolutions se font qui ont un effet sur la plus ou moins forte attractivité de notre dispositif Codev (ie développement du site SLN de la Tiébaghi dans la région de Koumac. Le Codev / Province n'est pas forcément le moteur des dynamiques dans certaines zones.
- Dans d'autres zones, le couplage Codev avec le dispositif Ogaf a pu avoir un effet multiplicateur sur le montage et la mise en œuvre des projets Codev (Côte Est par exemple).
- A partir de 2003 le dispositif global d'appui de la Province s'est étoffé. Mais les autres dispositifs ont pu aussi avoir un effet sur l'attractivité du Codev pour certains secteurs (la défiscalisation possible pour l'élevage s'est combinée au resserrement des conditions d'accès au Codev « version 2003 » pour l'élevage).

- Les appuis autres que les appuis provinciaux ? L'étude cherchera à identifier si d'autres acteurs (privés notamment, secteur bancaire, autres organismes d'appui conseil hors dispositif provincial direct) prennent le relais des services DDE / Province.
- L'étude cherchera aussi à apprécier le degré d'articulation des différents dispositifs. Par exemple en matière de crédit (les projets CODEV supposent un apport personnel (souvent en nature) qui peut être aussi monétaire et pour lequel les banques ou les dispositifs de micro crédit peuvent apporter leur concours.

5. Demandes de l'équipe chargée de l'étude pour la réunion du 12 février

5.1. Une proposition de chacune des antennes pour fournir une liste de 10 promoteurs « emblématiques de situations CODEV ». Cette liste ne doit ni se limiter aux « success stories » du CODEV, ni à ses seuls échecs. Ces listes doivent mettre en évidence des parcours de promoteurs avec des réussites, des parcours plus complexes mêlant difficultés, échecs et points positifs, des échecs desquels il doit être possible d'apprendre, des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, des promoteurs insérés socio-économiquement de manières très diverses dans leurs milieux respectifs....

Le choix de ces promoteurs devra également permettre de bien appréhender l'influence des changements intervenus dans les différents contextes à l'échelle des différentes ETH de la Province.

5.2. Une proposition de liste de personnel provincial directement impliqué dans la mise en œuvre du CODEV à différents niveaux de responsabilités

- les chefs d'antenne (exhaustif) ;
- une sélection de 2 animateurs et de 2 techniciens par antenne choisis en fonction de leur « parcours » professionnel dans le dispositif Codev : montage de dossiers à différentes périodes, montage de dossiers des différents types de projets, connaissance des dispositifs complémentaires d'appui CODEV, expérience et connaissance des changements intervenus dans les conditions de mise en œuvre du CODEV (avant et après 2003), etc ; (maximum 4 par antenne)
- une sélection d'interlocuteurs au niveau central administratif PN (4 ou 5 agents)
- une sélection parmi le personnel politique (élus) ayant la capacité de parler des deux périodes et / ou des évolutions des modalités d'intervention du CODEV
- quelques interlocuteurs en dehors du dispositif CODEV, en limitant leur nombre à une dizaine maximum : ADIE, Banques, Chambres consulaires, etc.

6.5. Compte rendu du comité de pilotage du 12 février

Compte-rendu du Comité de pilotage n°2 de l'étude d'évaluation du dispositif CODEV OGAF Province Nord – Nouvelle Calédonie

12 février de 9h à 11h30 CRN IAC Pouembout

Présents :

Province Nord :

DDEE : Pierre Audouard, Jean-Claude Gambey, Pascal Levy, André Ponidja Laurent Seijas, Yoran Belle

IAC : Catherine Gaillard, Coordinatrice de l'étude, Julie Frappier, Statisticienne, Jean-Michel Sourisseau

Cirad : Jean-François Bélières, Pierre-Marie Bosc

Document joint : Présentation-support de la réunion, préparée par l'équipe : Julie Frappier, Catherine Gaillard, Jean-François Bélières et Pierre-Marie Bosc

Objectif de la réunion : Description de la construction de la base d'échantillonnage, présentation des questionnaires « promoteur individuel », de la logistique des enquêtes et du chronogramme prévisionnel de l'étude.

Résumé des décisions

✓ *Cas des promoteurs ayant plusieurs projets*

L'objectif est de garder des résultats statistiquement significatifs. Dans les cas où les promoteurs ont au moins quatre projets, les enquêtes seront – pour une partie d'entre elles - effectuées dans le cadre des parcours individuels, afin de bien comprendre les logiques des promoteurs et leur appréciation sur les dispositifs Codev/Ogaf.

✓ *Validation des questionnaires*

Les questionnaires sont envoyés aux différents membres du comité de pilotage afin qu'ils puissent les relire, préciser les points manquants et, éventuellement, préciser les formulations de question à revoir pour être certain de leur pertinence (par exemple dire « subvention de la province Nord » plutôt que « CODEV » peut être dans certains cas mieux compris des enquêtés). Les suggestions pour améliorer la « fluidité » du questionnaire doivent parvenir à l'IAC (Catherine Gaillard) avant mercredi 17 février dernier délai (cela pour permettre la réalisation de la base de données et du masque de saisie avant la fin du mois de février, date du terme du contrat de J. Frappier). Les enquêtes doivent pouvoir démarrer au 1^{er} mars.

Les raisons de demande de projet Codev/Ogaf doivent notamment être précisées pour déterminer si le promoteur fait le lien entre la subvention versée par la province et les politiques publiques provinciales, s'il a déjà entendu parler du Plan d'Actions Economiques, du RUAMM, s'il fait le projet pour améliorer le bien-être de son ménage ou par imitation de son entourage etc. D'une manière générale, le comité de pilotage souhaite disposer d'une

appréciation du lien que fait le promoteur entre la demande de subvention et la politique de développement de la province.

Le manque d'information sur le « temps 0 » du promoteur est souligné mais il s'agit d'une information difficile à obtenir lors des enquêtes et absente des dossiers de subvention. Sera donc plutôt évaluée / appréciée l'évolution des conditions de vie des promoteurs suite aux projets subventionnés et le lien que fait le promoteur entre son projet et l'amélioration éventuelle de ses conditions d'existence. Il est également difficile d'isoler l'effet strict du seul dispositif Codev du reste des influences possibles de l'environnement économique et institutionnel.

✓ *Logistique des enquêtes*

Il est convenu qu'un courrier sera envoyé par la province Nord une fois que le tirage aura eu lieu, afin de prévenir les promoteurs et de solliciter leur collaboration pour la réalisation des enquêtes. Ce courrier devrait être envoyé au tard le lundi 22/02 afin de prévenir à temps les enquêtés.

Au cas où un promoteur sélectionné refuse de répondre, une rubrique sera prévue dans les questionnaires pour répertorier les raisons du refus.

Une fois que l'échantillon sera tiré, la liste des promoteurs à enquêter, accompagnée d'un planning prévisionnel, sera envoyée aux chefs d'antenne afin qu'ils puissent prévenir les techniciens et animateurs. Le planning définitif sera donc mis en place avec les antennes DDEE. Il devra être tenu compte de manière rigoureuse du tirage au sort effectué qui garantit la représentativité de l'échantillon et ensuite les possibilités d'extrapoler les résultats obtenus à l'ensemble de la population des projets CODEV.

Le prochain comité de pilotage est prévu pour la fin du mois d'avril, après la phase d'enquêtes.

6.6. Liste des entreprises écartées de la base de sondage

Identifiant BDD	DENOMINATION	Forme juridique	Nbre de projets	Montant des plans de financement	Montant des subventions demandées	Montant des subventions versées
51	PECHERIES DE NOUVELLE-CALEDONIE	Société Anonyme	7	926 189 067	372 933 000	352 759 980
73	BLUE LAGOON FARMS	Société Anonyme	4	528 894 000	252 000 000	224 400 000
65	WEBUIHOONE	Société Anonyme	8	412 044 291	208 632 616	171 391 880
	Société de Transformation Aquacole de NC					
4748	(STANC)	Société A Responsabilité Limitée	2	345 216 400	205 000 000	205 000 000
2312	SOFINOR	Autres catégories juridiques	2	293 261 000	217 861 000	103 800 000
44	S.A.S. PLASTINORD	Autres catégories juridiques	1	290 102 207	29 500 000	26 000 000
61	MARBRES ET PIERRES	Société Anonyme	1	243 625 750	66 000 000	66 000 000
1737	Groupement Agricole des Producteurs de la Côte Est	Société civile agricole	9	176 757 000	132 456 000	124 634 175
320	SODEXNO	Société A Responsabilité Limitée	3	136 800 000	62 800 000	55 300 000
559	NCBC	Société A Responsabilité Limitée	1	130 000 000	54 000 000	44 000 000
534	Ferme Aquacole des Montagnes Blanches	Société A Responsabilité Limitée	4	129 016 429	62 696 415	61 848 339
139	MERU	Groupement d'Intérêt Economique	6	113 030 000	101 030 000	101 030 000
335	SEFCA	Société A Responsabilité Limitée	2	112 069 531	46 451 031	45 770 698
502	PONERIBOIS	Société A Responsabilité Limitée	1	86 610 000	39 492 000	33 488 492
575	KAYDIEU	Société A Responsabilité Limitée	1	85 745 439	27 091 439	27 091 439
1007	OCD CANALA	Autres catégories juridiques	5	79 600 000	79 600 000	79 600 000
352	S.T.P.O.	Société A Responsabilité Limitée	1	79 400 000	27 400 000	25 000 000
62	NORD TOURISME	Société Anonyme	1	74 000 000	28 000 000	10 000 000
377	HIENGHENE DISTRIBUTION	Société A Responsabilité Limitée	1	65 621 000	18 186 000	18 186 000
530	SPIE	Société A Responsabilité Limitée	2	61 514 000	8 000 000	8 000 000
504	SNCT	Société A Responsabilité Limitée	1	60 890 000	12 160 000	12 160 000
340	Société Hôtelière Koniambo	Société A Responsabilité Limitée	1	44 000 000	15 000 000	15 000 000
2382	CAFE ENTRETEN	Autres catégories juridiques	1	40 000 000	40 000 000	
368	SODEBEL	Société A Responsabilité Limitée	5	37 419 000	37 419 000	26 119 000
59	KOULNOUE VILLAGE	Société Anonyme	1	35 000 000	15 400 000	15 400 000
60	S.E.R	Société Anonyme Economie Mixte	1	33 000 000	22 000 000	22 000 000
460	KERE WANI	Société A Responsabilité Limitée	3	30 019 000	19 597 000	12 820 000

325	TRAMANORD	Société A Responsabilité Limitée	1	27 956 000	23 816 000	3 385 000
463	WADE KAJE	Société A Responsabilité Limitée	2	26 132 606	15 252 606	10 020 000
548	TEASOA	Société A Responsabilité Limitée	1	23 437 500	8 510 000	8 510 000
172	DESTINATION PROVINCE NORD	Groupeement d'Intérêt Economique	1	20 000 000	10 000 000	10 000 000
2347	Compagnie d'Investissements Touristiques	Autres catégories juridiques	1	18 000 000	18 000 000	18 000 000
2324	SOPAC	Autres catégories juridiques	1	15 000 000	15 000 000	15 000 000
1500	Comité de Foire de Koumac et du Nord	Autres catégories juridiques	2	15 000 000	15 000 000	15 000 000
		Nbre de promoteurs	Nbre de projets	Montant PF	Montant Subv demandée	Montant Sub payée*
Soit		34	84	4 795 350 220	2 306 284 107	1 966 715 003

* Total subvention verse pour seulement 33 promoteurs et 83 projets car données manquantes pour le n° 2382 Café Entretien

6.7. Questionnaires (documents joints)

Enquêteur : I__I

Date de l'enquête : / / 2010

Durée enquête heures

IAC Etude d'évaluation du dispositif CODEV OGAF Province Nord NC Février – juin 2010
Questionnaire des enquêtes sur échantillon
Promoteur individuel à 1 seul projet

1 Caractérisation du promoteur et du ménage Code I_____I

1.1 Caractérisation du promoteur

Identification : Nom Prénom

Genre : I__I 1=Homme ; 2= Femme

Date naissance : / /

Situation familiale : I__I

1=Célibataire, 2= Concubinage/Pacsé, 3=Marié, 4=Divorcé, 5= Séparé, 6= Veuf, 7= Non renseigné

Lieu de résidence actuel : Commune de résidence :

Zone de résidence : I__I 1=Tribu, 2=Village, 3=Habitation isolée

Nom de la tribu ou du quartier (district ISEE 2004) :

Si hors village, temps de trajet jusqu'au village/service (quel que soit le moyen de transport) : I__I

1= moins de 30 min; 2= entre 30 min et 1h ; 3 = plus d'1h

Niveau d'étude du promoteur I__I

0=Pas de scolarisation, 1=Ecole primaire, 2=Collège, 3= CAP/BEP, 4=Lycée, 5= Supérieur

Diplôme le plus élevé obtenu : I__I préciser.....

0= sans diplôme, 1= Certificat d'études, 2= Brevet général, 3= BEP/CAP, 4= Bac et Bac pro, 5= BTS, 6=bac+ hors BTS,
7= Autre

Formation professionnelle : I__I 0=Non, 1=Oui Si oui remplir le tableau ci-dessous

Nom de la formation	Durée en mois	Lieu	Organisme (1)	Dans le cadre du Codev/Ogaf : (0=Non, 1=Oui)
1.	 I__I	I__I
2.	 I__I	I__I
3.	 I__I	I__I
4.	 I__I	I__I

(1) 1=CFPPA, 2=Chambre d'Agriculture, 3=ETFPA ; 4=CFA, 5=Lycées professionnels, 6= Autre, préciser.....

Expérience professionnelles antérieures :

Avez-vous eu des emplois avant le projet Codev/Ogaf ? I__I 0=Non, 1=Oui. Si oui, remplir le tableau

Emplois avant Codev/Ogaf	Durée en mois	Lieu	Raisons arrêt
1.			
2.			
3.			
4.			

1.2 Caractérisation du ménage**Statut du promoteur au sein du ménage I__I**

1=Chef de ménage , 2=Conjoint, 3=Descendant, 4=Ascendant 5=Autre, préciser

Composition du ménage

Nombre total de personnes dans le ménage	Dont enfants de moins de 15 ans	Dont adultes	Adultes avec salaire, à plein temps	Adultes avec d'autres revenus	Adultes sans revenus

Y-a-t-il des personnes à l'extérieur qui vous envoient de l'argent ou des biens ? I__I

0=Jamais, 1=Régulièrement, 2=Occasionnellement.

Si oui préciser : ☐ Monétaire ☐ Paiement de certaines factures ☐ Nature

Le ménage bénéficie-t-il d'aides sociales ?

☐ retraite ☐ allocation vieillesse ☐ invalidité ☐ allocation chômage
☐ allocations familiales ☐ allocation de solidarité ☐ aide médicale gratuite

Cotisations sociales du promoteur

Type de cotisations sociales	0=Non, 1=Oui	A cause du projet Codev/Ogaf : (0=Non, 1=Oui)
RUAMM		
CAFAT		
Imposition du ménage		

2 Description des activités du promoteur

2.1 Activités du promoteur

Activités productives et/ou rémunératrices	Situation d'activité	Statut juridique	Appui Codev (0= non, 1= oui, 9= sans objet)	Secteur d'activité	AC (0= non, 1= oui, 9= sans objet)	V (0= non, 1= oui, 9= sans objet)	Revenu par mois (FCFP/mois)	Nombre de mois / an	Total annuel des revenus (FCFP/an)
1. Activité principale	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					
2. Activité secondaire	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					
3. Activité secondaire	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					
4. Activité secondaire	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					
5. Activité secondaire	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					
6. Activité secondaire	.....I__I	I__I	I__I	.....I__I					

Situation d'activité

- Travailleurs indépendant
- Salarié
- Chômeur
- Aide familial / Homme ou femme au foyer
- Etudiant
- Retraité

SA

- GIE
- GDPL
- SC
- SCA
- SARL
- SAEM
- Association
- Autre, préciser.....

Industries extractives

- Industrie manufacturière
- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- Construction
- Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques
- Hôtels et restaurants
- Transports et communications
- Activités financières
- Immobilier, locations et services aux entreprises
- Administration publique

Education

- Santé et action sociale
- Services collectifs, sociaux et personnels
- Services domestiques
- Activités extraterritoriales
- Activités non renseignées

Destination des productions agricoles, de pêche et de chasse

- AC = Autoconsommation et coutume
V = Vente

Statut juridique

- Personne physique
- EURL
- Société individuelle

Secteur d'activité

- Agriculture, Chasse, Sylviculture
- Pêche, Aquaculture

2.2 Emploi

Dans le cadre de vos activités rémunératrices, employez-vous de la main-d'œuvre ? I ____ I 0=Non, 1=Oui
Si oui, remplir le tableau par type de main-d'œuvre employée

Type de main-d'œuvre (1)	Nombre de personnes employées	Nombre de mois /an	Main-d'œuvre rémunérée ? (0= non, 1= oui)	Coût en FCFP /mois	Emploi local (0= non, 1= oui)

(1) 1= familiale, 2= adhérents et leur famille, 3= salariée occasionnelle / saisonnière, 4= salariée permanente

Si oui, indiquer le nombre d'employés par niveau d'étude

Sans diplôme	Certificat d'études	Brevet général	BEP/CAP	Bac et Bac Pro	BTS	Bac + hors BTS

2.3 Insertion du promoteur dans les réseaux économiques et sociaux

Le promoteur est-il adhérent ou membre d'organisations professionnelles, économiques ou instances décisionnelles ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, lesquelles ?

NUM	Nom de l'organisation (1)	Responsabilité (0=Non, 1=Oui)	Si oui, lesquelles (2)	Si suite au projet Codev/Ogaf : (0=Non, 1=Oui)
1	.....I ____ I	I ____ I	.....I ____ I	I ____ I
2	.....I ____ I	I ____ I	.....I ____ I	I ____ I
3	.....I ____ I	I ____ I	.....I ____ I	I ____ I
4	.....I ____ I	I ____ I	.....I ____ I	I ____ I

(1) 1= syndicat, 2= Chambre d'agriculture, 3= Chambre du commerce et de l'industrie, 4= Chambre des métiers et de l'artisanat, 5= Commission flux et cotations, 6= CUMA, 7= Coopérative, 8= ERPA, 9= OCEF, 10= UPRA, 11= Arbofruits, 12= Autres (préciser)

(2) 1= président, 2= vice-président, 3= trésorier, 4= secrétaire, 5= gérant, 6= élu, 7= directeur, 8= Autre (préciser)

Avez-vous des responsabilités sociales dans des organisations de type ?

☐ Coutumières ☐ Religieuses ☐ Sportives ☐ Parents élèves ☐ Culturelles
☐ Autre, préciser :

Etes-vous un élu ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui quel mandat ?

2.4 Obtention de projets Codev/Ogaf

Détailler les projets Codev et Ogaf obtenus dans le tableau suivant

Projet	Année de la délibération	Montant de la subvention (FCFP)	Catégorie de projet	Secteur d'activité (filière PAE)	Nature du projet (sous-filière PAE)
1.				I _ I	.....I _ I
2.				I _ I	.....I _ I
3.				I _ I	.....I _ I
4.				I _ I	.....I _ I
5.				I _ I	.....I _ I
6.				I _ I	.....I _ I
7.				I _ I	.....I _ I

Type de projet

1. Microprojet < 500.000 FCFP
2. Microprojet 500.000 à 2 Millions FCFP

3. Projet supérieur à 2 Millions FCFP

4. Projet traditionnel

5. Projet d'insertion économique

6. Projet d'entreprise

Filière PAE

1. Agriculture et élevage

2. Forêt

3. Pêche et aquaculture

4. Entreprises

9. Non renseigné

Sous-filière PAE

1. Fruits (incluant vanille)

2. Légumes

3. Tubercules tropicaux

4. Pépinières (ornemental et boisement)

5. Céréales

6. Café

7. Polyculture et élevage

8. Apiculture

9. Aviculture

10. Bovin-viande

11. Porcin

12. Ovins-Caprins-Cervidés

13. Aquaculture (crevettes de mer)

14. Pêche à pied

15. Pêche lagonaire

16. Pêche hauturière

17. Foresterie et filière du bois

18. Transports de personnes

19. Autres transports

20. Bâtiment

21. Industrie (amont du bâtiment)

22. Commerce alimentaire

23. Autres commerces

24. Métiers de bouche

25. Tourisme (Gîte, hôtellerie camping)

26. Entretien et réparation

27. Entretien d'espaces verts

28. Professions médicales et activités pharmaceutiques

29. Roulage sur mine

30. Activités extractives (mines et carrières)

31. Produits de transformation (provenderie)

32. Artisanat d'art

33. Services

99. Non renseigné

Comment avez-vous connu le Codev/Ogaf ? (trois choix maximum)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Techniciens ou animateurs provinciaux | <input type="checkbox"/> Réunion d'information |
| <input type="checkbox"/> Réseau familial | <input type="checkbox"/> Chambres consulaires |
| <input type="checkbox"/> Réseau professionnel | <input type="checkbox"/> Autre, préciser..... |
| <input type="checkbox"/> Autre réseau | |

3 Caractérisation du projet soutenu par le Codev/Ogaf

CODE PROJET GLOBAL I _____ I (à ne pas remplir)

CODE PROJET I _____ I

Date de démarrage effectif du projet subventionné: / /

Est ce que ce projet correspond / correspondait à : I _____ I

1= Création d'activité, 2= Reprise d'activité, 3= Poursuite d'activité, 4= Extension d'activité

3.1 Statut foncier pour l'investissement Codev/Ogaf

Superficie concernée par le projet Codev/Ogaf :ha (1 ha = 10 000m²)

Faire-valoir et statut du terrain :

- | | | | |
|---|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> propriété privée | <input type="checkbox"/> location privée | <input type="checkbox"/> location domaniale | <input type="checkbox"/> cession gratuite |
| <input type="checkbox"/> propriété coutumière | <input type="checkbox"/> location coutumière | <input type="checkbox"/> autre, préciser..... | |

Si sur terrains coutumiers, préciser :

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> terres de réserve et agrandissements de réserve | <input type="checkbox"/> terres de GDPL | <input type="checkbox"/> terres claniques |
| <input type="checkbox"/> Autre, préciser..... | | |

Obtention du foncier : I _____ I 1= Facile, 2= Difficile

Si obtention difficile, pourquoi ?

.....

Retard sur la mise en œuvre du projet dû au foncier : I _____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de temps ?mois

3.2 Apport personnel

L'apport personnel comporte deux volets ; l'un en travail et l'autre en monétaire. L'apport monétaire peut avoir plusieurs origines que l'on va chercher à préciser dans le tableau ci-dessous.

Comment avez-vous fait pour l'apport personnel ?

Apport en travail : I _____ I 0=Non, 1=Oui

Apport monétaire : I _____ I 0=Non, 1=Oui. Si oui, reporter le code du type d'apport et compléter le tableau de la page suivante.

Type (1)	Montant (FCFP)	Année de l'emprunt	Durée de l'emprunt (années) Si emprunt bancaire ou ADIE	Préciser le nom de la banque

(1) 1= Epargne personnelle / Fonds d'épargne propre, 2= Don familial, 3= Prêt familial, 4= Prêt bancaire, 5= Prêt ADIE, 6= Prêt d'amis, 7= Cotisations des membres, 8= Autre, préciser.....

3.3 Emprunt complémentaire pour réaliser le projet

Le promoteur peut aussi recourir pour réaliser son projet à un emprunt distinct de la rubrique « apport personnel »

Emprunt complémentaire : I ____ I 0=Non, 1=Oui

Montant :FCFP Contracté en

Durée:ans

Auprès de qui ?.....

3.4 Etat de l'investissement

Tous les investissements prévus dans la demande ont-ils été réalisés? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si non, pourquoi ?

3.5 Origine des approvisionnements

Où vous êtes-vous fourni pour le matériel, les équipements et les intrants nécessaires à l'activité ?

☐ En province Nord ☐ En province Sud ☐ Autre, préciser.....

Si pas en province Nord, pourquoi ?

☐ Qualité ☐ Prix ☐ Pas le choix

Choix du matériel

☐ Le promoteur (PI*)

☐ La structure collective (PC**)

☐ Le technicien

☐ Autre, préciser.....

* Si promoteur individuel

** Si promoteur collectif

3.6 Etat actuel de l'activité

L'activité et l'investissement sont-ils assurés ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si non, pourquoi ?

☐ Activité toujours en cours
☐ Activité poursuivie sans rupture

Fréquence de l'activité

☐ Continue

☐ Occasionnelle

Si occasionnelle Nombre de mois par an : mois

Pourquoi l'activité est-elle occasionnelle ?

.....

.....

.....

☐ Rupture d'activité puis reprise

Période de rupture :années

Raisons de la rupture :

.....

.....

.....

Raisons de la reprise :

.....

.....

.....

☐ Activité modifiée par rapport au projet initial

Avez-vous modifié l'activité depuis qu'elle est en cours ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles modifications de l'activité avez-vous faites ?

.....

.....

.....

Au bout de combien de temps ?années

Pourquoi ?

.....

.....

.....

☐ Activité arrêtée

Date de l'arrêt : / /

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Combien de temps avez-vous pratiqué l'activité avant de l'arrêter ?années

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de reprise ?

.....

.....

.....

Qu'avez-vous fait à la place ?

.....

.....

.....

☐ Activité modifiée par rapport au projet initial

Avez-vous modifié l'activité lorsqu'elle était en cours ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles modifications de l'activité avez-vous faites ?

.....

.....

.....

Au bout de combien de temps ?années

Pourquoi ?

.....

.....

.....

4 Appréciation des effets de l'activité CODEV/OGAF

4.1 Impacts économiques

Comptabilité

Le projet Codev/Ogaf a-t-il impliqué l'adoption d'une comptabilité pour cette activité ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui, 2= Sommaire

Si oui, avez-vous un appui extérieur ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

De la part de qui ?

.....

.....

.....

Est-il possible de consulter votre comptable pour disposer de quelques données ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, pouvez-vous le prévenir ?

Les revenus

Les nouveaux biens ou denrées (produits agricoles, poissons...) produits dans le cadre du projet Codev/Ogaf sont-ils **utilisés directement par le ménage** ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Ces nouveaux biens ou denrées sont-ils **vendus** ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Le projet Codev/Ogaf a-t-il permis d'augmenter les revenus annuels du ménage ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien gagnez-vous en plus, en moyenne, par mois ? Préciser le montant exact. Combien de mois dans l'année ?

..... FCFP, pendant.....mois/an

S'il n'est pas possible de donner le montant exact, donner un ordre de grandeur

☐ 0 -20 000 F CFP

☐ 100 000 à 150 000 F CFP

☐ 20 000 à 50 000 F CFP

☐ 150 000 à 200 000 F CFP

☐ 50 000 à 100 000 FCP

☐ Plus de 200 000 F CFP, préciser.....

Si non, pourquoi ?

.....

.....

.....

Le projet Codev/Ogaf vous a-t-il permis de faire de nouvelles activités que vous ne faisiez pas auparavant ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui, 9= Sans objet

Si oui, lesquelles ?

.....

.....

.....

Les nouveaux biens ou denrées (produits agricoles, poissons...) produits **dans le cadre de ces nouvelles activités** sont-ils utilisés dans l'alimentation ou la vie quotidienne du ménage ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Emploi

Suite au projet soutenu par le Codev/Ogaf employez-vous de la main-d'œuvre ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau par type de main-d'œuvre employée.

Type de main-d'œuvre (1)	Nombre de personnes employées	Nombre de mois /an	Main-d'œuvre rémunérée ? (0= non, 1= oui)	Coût en FCFP /mois	Emploi local (0= non, 1= oui)

(1) 1= familiale, 2= adhérents et leur famille, 3=salariée occasionnelle / saisonnière, 4= salariée permanente

Insertion commerciale et économique

Qui sont vos clients ?

.....

.....

.....

Qui sont vos fournisseurs ?

.....

.....

.....

Recevez-vous d'autres aides pour cette activité ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, de la part de qui ?

.....

.....

.....

4.2 Impacts financiers du projet

Etat des remboursements

Où en êtes-vous dans le remboursement des emprunts contractés pour le projet ? (remplir le tableau de la page suivante)

	1	2
	Emprunt apport personnel	Emprunt complémentaire
Etat actuel de l'emprunt (1)		
Activité issue du projet (2)		
Autre activité rémunératrice, préciser		
Aide familiale		
Autre emprunt		
Cession du projet		
Cotisation des adhérents (PC*)		
Chantiers collectifs des adhérents (PC)		
Autre, préciser		

(1) 0= abandonné, 1= en cours, 2= remboursé

(2) 0= non, 1= oui, 9= sans objet

* Si promoteur collectif

Pérennité économique et financière du projet

Avez-vous un fonds de roulement suffisant / suffisamment d'argent disponible pour acheter les intrants et autres biens et services nécessaires au bon déroulement de l'activité ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Les équipements et / ou le matériel subventionné initial sont-ils toujours opérationnels ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, leur renouvellement est-il envisagé ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si envisagé, comment / origine des fonds ?

.....

.....

.....

Si pas envisagé, pourquoi ?

.....

.....

.....

Si non, ont-ils été remplacés ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si remplacés, comment / origine des fonds ?

.....

.....

.....

Si pas remplacés, pourquoi ?

.....

.....

.....

4.3 Impacts sur le travail

Organisation du travail

Les revenus tirés de l'activité soutenue par le projet Codev/Ogaf ont-ils permis de créer une nouvelle activité source de revenus ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ?

.....

.....

.....

Est-ce que le projet Codev/Ogaf vous conduit à consacrer moins de temps à certaines activités ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ou lesquelles ?

.....

.....

.....

Est-ce que le projet Codev/Ogaf vous permet de consacrer plus de temps à certaines activités ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ou lesquelles ?

.....

.....

Pénibilité du travail

Le projet a-t-il permis de réduire la pénibilité du travail ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

En quoi ?

.....

.....

.....

Modifications des pratiques

Le projet subventionné par le Codev/Ogaf a-t-il provoqué des modifications des pratiques et de l'outil de travail ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau suivant

	Modification (0=non, 1=oui)	Maintien (0=non, 1=oui)	Préciser
1. Introduction de nouvelles techniques		
2. Changement du matériel et de l'équipement utilisés pour l'activité		
3. Introduction de l'irrigation		
4. Utilisation d'engrais, de pesticides		
5. Utilisation de nouvelles variétés, de nouvelles races		
6. Création de vergers		
7. Augmentation de la superficie utilisée		
8. Diminution de la superficie utilisée		
9. Autre, préciser		
.....		

Si les modifications n'ont pas été maintenues, pourquoi ?

- ☐ Abandon de l'activité subventionnée
- ☐ Coût de renouvellement des produits, du matériel et de l'équipement
- ☐ Coût d'entretien du matériel et de l'équipement
- ☐ Manque de formation
- ☐ Manque de suivi technique
- ☐ Choix personnel
- ☐ Autre, préciser.....

4.4 Impacts sur le lieu de résidence

Depuis que l'activité financée par le CODEV/OGAF a démarré est-ce que cela a impliqué des changements de domicile pour les ménages concernés ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de personnes ont changé de résidence ?personnes

D'où venaient-elles ? (indiquer le nombre par origine)

Nouméa	Une ville de la province Nord	Une ville d'une autre province	Une autre tribu	Autre, préciser

Est-ce un avantage d'avoir changé de lieu de résidence? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Sans l'aide Codev/Ogaf, qu'auriez-vous fait ? I ____ I

1= rester en tribu, 2= rester en ville, 3= revenir en tribu, 4= vous installer en ville

4.5 Impacts au niveau des relations au niveau local

La mise en œuvre du projet a-t-elle modifié vos relations au sein de la communauté ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, de quelles façons ?

.....

.....

.....

4.6 Impacts sur le bien-être des ménages

Est-ce que le projet a eu des effets sur la vie quotidienne des ménages ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau de la page suivante.

	0= non, 1= oui
Augmentation de la consommation alimentaire	
Equipements ménagers : réfrigérateur/congélateur, lave-linge	
Télévision, téléphone fixe/portable, ordinateur, internet	
Voiture	
Financements des études des enfants	
Financement de formations professionnelles au sein du ménage	
Financement du permis de conduire du promoteur	
Financement du permis de conduire des enfants ou du conjoint(e)	
Autre, préciser	

5 Conditions d'élaboration du projet

5.1 Origine du projet

Au départ, le projet a été prévu comme l'activité principale de qui ? I ____ I

1= du promoteur, 2= du ménage, 3= de l'organisation collective, 4= de certains ou de la totalité des membres

Qui a eu l'idée de ce projet ? (*trois choix maximum*)

- ☐ Le promoteur (PI*)
 ☐ Un autre membre du ménage (PI)
- ☐ Des adhérents (PC**)
 ☐ Le bureau / le conseil d'administration (PC)
- ☐ Une personne du réseau social proche (famille, conseil coutumier...)
- ☐ Un technicien / un animateur provincial
- ☐ Une personne du réseau professionnelle
- ☐ Autre, à préciser.....

* Si promoteur individuel

** Si questionnaire promoteur collectif

1. Quels étaient vos objectifs au départ ? (*trois choix maximum*) Les indiquer dans le tableau ainsi que l'objectif principal initial

2. Si écart entre les objectifs initiaux du promoteur et ceux inscrits dans la demande de subvention l'indiquer dans le tableau

Pourquoi ces écarts avec la demande ?

.....

.....

.....

3. Quels étaient vos objectifs actuels ? (*trois choix maximum*) Les indiquer dans le tableau même si identiques aux objectifs de départ

Si évolution, pourquoi ?

.....

.....

.....

	1		2		3
Objectifs (0= non, 1= oui)	Initiaux	Initial principal	Dossiers	Ecart observé	Actuels
Par vocation					
S'installer en tant que travailleur indépendant					
Permettre l'installation d'adhérents (PC*)					
Créer une activité sur son foncier / dans sa tribu					
Augmenter les revenus					
Améliorer son outil de travail (pénibilité, organisation du travail, innovations techniques...)					
Développer une activité déjà existante					
Commercialiser la production					
Profiter de nouveaux marchés					
Améliorer le bien-être du ménage					
Améliorer les relations au niveau local / participer à la vie sociale locale					
Autre objectif, préciser					
.....					
Autre objectif, préciser					
.....					
Autre objectif, préciser					
.....					

* Si promoteur collectif

5.2 L'instruction du dossier et sa mise en œuvre

Le projet a-t-il été présenté plusieurs fois à la province avant d'être accordé ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de fois ?fois

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Quel a été le délai entre dépôt du dossier et démarrage effectif du projet ?années

Le délai a-t-il eu des conséquences sur votre activité ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles conséquences ?

.....

.....

Le projet déposé et accordé est-il différent de votre intention initiale ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui en quoi ?

.....

.....

.....

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Si projet sur terres coutumières

Y-a-t-il eu des difficultés dans la mise en œuvre avec les clans et / ou la tribu ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui lesquelles ? (trois raisons maximum)

.....

.....

.....

Lors du montage et de la mise en œuvre du projet quels sont les appuis dont vous avez bénéficié ?
Comment les jugez-vous ? (1= très satisfaisant, 2= satisfaisant, 3= insuffisant)

	0= non 1= oui	Code 1 à 3	Qui vous a appuyé?	Observations
Montage du dossier technique		
Montage du dossier de crédit		
Appui de terrain		
Gestion / comptabilité		
Insertion dans les réseaux commerciaux		
Formation		
Information sur les organisations professionnelles		
Autre, préciser

6 Evolution future possible de l'activité subventionnée

Comment voyez-vous le futur de l'activité subventionnée ?

I ____ I 0= arrêt, 1= maintien, 2= diminution, 3= développement

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Avec quels moyens ?

.....

.....

.....

7 Appréciation globale des effets du Codev/ de l'Ogaf

Pour vous, qu'est-ce qui est le plus important dans ce que vous a apporté le projet Codev/Ogaf ?

Classer les réponses par ordre décroissant d'importance

(Impacts économiques, financiers, sur le travail, sur le lieu de résidence, sur les relations au niveau local, sur le bien-être du ménage, choix de vie)

Points positifs	Points négatifs
1.	1.
2.	2.
3.	3.
4.	4.
5.	5.
6.	6.

Suggestions pour améliorer le dispositif

.....

.....

.....

Appréciation globale sur les politiques de développement provinciales

Savez-vous d'où viennent les subventions que vous avez reçues ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, préciser

- ☐ Commune
 ☐ Nouvelle-Calédonie
 ☐ Autre, préciser.....
- ☐ Province Nord
 ☐ France

Connaissez-vous le CODEV / les OGAF ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Avez-vous déjà entendu parler du Plan d'actions économiques (PAE) de la province Nord ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Pouvez-vous citer trois grands projets de développement menés par la province Nord ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, donnez des exemples (ne pas proposer mais cocher les réponses et ajouter si nécessaire)

- ☐ Usine du Nord
 ☐ Grands hôtels
 ☐ Centres de tri
- ☐ Transversale Koné-Tiwaka
 ☐ Fermes de crevettes
 ☐ Autre, préciser.....

Enquêteur : I ___ I Date de l'enquête : .../...../2010. Durée enquête heures

IAC Etude d'évaluation du dispositif CODEV OGAF Province Nord NC Février – juin 2010

Questionnaire des enquêtes sur échantillon

Guide d'entretien pour les projets concernant des structures collectives (GDPL, GIE, Coopérative...) à 1 seul projet

1 Nature et origine de l'organisation collective

1.1 Identification et statut de l'organisation

Nom de l'organisation :

Date de création :/..../.....

Lieu de résidence actuel : Commune de résidence :

Zone de résidence : I ___ I 1=Tribu, 2=Village, 3=Habitation isolée

Nom de la tribu ou du quartier (*district ISEE 2004*) :

Si hors village, temps de trajet jusqu'au village/service (quel que soit le moyen de transport) : I ___ I

1= moins de 30 min; 2= entre 30 min et 1h ; 3 = plus d'1h

Statut actuel de l'organisation : I ___ I

1= SA, 2= GIE, 3= GDPL, 4= SC, 5= SCA, 6= SARL, 7= SAEM, 8= Association, 9= Autre, préciser.....

Ce statut est-il le même qu'à la création ? I ___ I 0=Non, 1=Oui

Si non, quel était le statut initial ? I ___ I

1= SA, 2= GIE, 3= GDPL, 4= SC, 5= SCA, 6= SARL, 7= SAEM, 8= Association, 9= Autre, préciser.....

Quelles sont les raisons de ce changement ?

.....
.....
.....

1.2 Origine de l'organisation

Nom des initiateurs	Situation actuelle des initiateurs		Qualifications (1)
	Simples membres (0= non, 1= oui)	Dirigeants/ membres du bureau (0= non, 1= oui)	
	I ___ I	I ___ I	I ___ I
	I ___ I	I ___ I	I ___ I
	I ___ I	I ___ I	I ___ I
	I ___ I	I ___ I	I ___ I

(1) 0= Sans diplôme, 1= Certificat d'études, 2= Brevet général, 3= BEP/CAP, 4= Baccalauréat, 5= BTS, 6= Autre, préciser.....

1.3 Objectifs de l'organisation et évolution

Quels sont les objectifs actuels de l'organisation ? (*trois au maximum*)

.....

.....

.....

Ces objectifs ont-ils changé depuis la création de l'organisation ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quels étaient les objectifs initiaux ? (*trois au maximum*)

.....

.....

.....

Pourquoi ont-ils changé?

.....

.....

.....

1.4 Adhérents

Nombre de membres de l'organisation : lors de sa création =personnes
 aujourd'hui =personnes

Si évolution, pourquoi ?

.....

.....

.....

Conditions d'adhésion à l'organisation

Votre organisation est-elle une structure collective familiale ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Quelles sont les conditions d'adhésion à l'organisation ?

.....

.....

.....

Ont-elles changé depuis la création de l'organisation ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quels étaient les conditions initiales ?

.....

.....

.....

Pourquoi ?

.....

.....

.....

2 Activités de l'organisation

2.1 Evolution des activités

Détailler les activités de l'organisation à sa création et actuellement, et les hiérarchiser

L'importance de l'activité est codée comme suit : 1 correspond à une activité très importante, 2 à une activité moyennement importante et 3 à une activité peu importante.

Activités à la création (1)	Code 1 à 3	Activités actuelle (1)	Code 1 à 3
.....I__I		.....I__I	
.....I__I		.....I__I	
.....I__I		.....I__I	
.....I__I		.....I__I	

(1) Code des secteurs d'activité :

1. Agriculture, Chasse, Sylviculture
2. Pêche, Aquaculture
3. Industries extractives
4. Industrie manufacturière
5. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
6. Construction
7. Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques
8. Hôtels et restaurants
9. Transports et communications
10. Activités financières
11. Immobilier, locations et services aux entreprises
12. Administration publique
13. Education
14. Santé et action sociale
15. Services collectifs, sociaux et personnels
16. Services domestiques
17. Activités extra-territoriales
99. Activités non renseignées

Si les activités sont différentes, pour quelles raisons ? (*quatre raisons maximum*)

.....

.....

.....

2.2 Emploi

Dans le cadre de vos activités rémunératrices, employez-vous de la main-d'œuvre ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau par type de main-d'œuvre employée

Type de main-d'œuvre (1)	Nombre de personnes employées	Nombre de mois /an	Main-d'œuvre rémunérée ? (0= non, 1= oui)	Coût en FCFP /mois	Emploi local (0= non, 1= oui)
I ____ I					
I ____ I					
I ____ I					

(1) 1= familiale, 2= adhérents et leur famille, 3= salariée occasionnelle / saisonnière, 4= salariée permanente

Si oui, indiquer le nombre d'employés par niveau d'étude

Certificat d'études	Brevet général	BEP/CAP	Bac	BTS	Bac + hors BTS

2.3 Insertion de l'organisation dans les réseaux économiques et sociaux

L'organisation adhère-t-elle à des organisations professionnelles ou économiques ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, lesquelles ?

NUM	Nom de l'organisation (1)	Si suite au projet Codev : (0=Non, 1=Oui)
1	.....I ____ I	I ____ I
2	.....I ____ I	I ____ I
3	.....I ____ I	I ____ I
4	.....I ____ I	I ____ I

(1) 1= syndicat, 2= Chambre d'agriculture, 3= Chambre du commerce et de l'industrie, 4= Chambre des métiers et de l'artisanat, 5= Commission flux et cotations, 6= CUMA, 7= Coopérative, 8= ERPA, 9= OCEF, 10= UPRA, 11= Arbofruits, 12= Autres (préciser)

2.4 Obtention de projets Codev

Avez-vous eu d'autres projets subventionnés par le Codev ou l'Ogaf auparavant ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui combien de projets ? (*Remplir le tableau de la page suivante*)

Projet	Année de la délibération	Montant de la subvention (FCFP)	Catégorie de projet	Secteur d'activité (filière PAE)	Nature du projet (sous-filière PAE)
1.				I ____ I	.....I ____ I
2.				I ____ I	.....I ____ I
3.				I ____ I	.....I ____ I
4.				I ____ I	.....I ____ I
5.				I ____ I	.....I ____ I
6.				I ____ I	.....I ____ I
7.				I ____ I	.....I ____ I

Type de projet

1. Microprojet < 500.000 FCFP
2. Microprojet 500.000 à 2 Millions FCFP
3. Projet supérieur à 2 Millions FCFP
4. Projet traditionnel
5. Projet d'insertion économique
6. Projet d'entreprise

Filière PAE

1. Agriculture et élevage
2. Forêt
3. Pêche et aquaculture
4. Entreprises
9. Non renseigné

Sous-filière PAE

1. Fruits (incluant vanille)
2. Légumes
3. Tubercules tropicaux
4. Pépinières (ornemental et boisement)
5. Céréales
6. Café
7. Polyculture et élevage
8. Apiculture
9. Aviculture
10. Bovin-viande
11. Porcin
12. Ovins-Caprins-Cervidés

13. Aquaculture (crevettes de mer)

14. Pêche à pied
15. Pêche lagonaire
16. Pêche hauturière
17. Foresterie et filière du bois
18. Transports de personnes
19. Autres transports
20. Bâtiment
21. Industrie (amont du bâtiment)
22. Commerce alimentaire
23. Autres commerces
24. Métiers de bouche
25. Tourisme (Gîte, hôtellerie camping)
26. Entretien et réparation
27. Entretien d'espaces verts

28. Professions médicales et activités pharmaceutiques

29. Roulage sur mine
30. Activités extractives (mines et carrières)
31. Produits de transformation (provenderie)
32. Artisanat d'art
33. Services
99. Non renseigné

Comment avez-vous connu le Codev/Ogaf ? (trois choix maximum)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Techniciens ou animateurs provinciaux | <input type="checkbox"/> Réunion d'information |
| <input type="checkbox"/> Réseau familial | <input type="checkbox"/> Chambres consulaires |
| <input type="checkbox"/> Réseau professionnel | <input type="checkbox"/> Autre, préciser..... |
| <input type="checkbox"/> Autre réseau | |

3 Caractérisation du projet soutenu par le Codev/Ogaf

CODE PROJET GLOBAL I _____ I (à ne pas remplir)

CODE PROJET I _____ I

Date de démarrage effectif du projet subventionné: / /

Est ce que ce projet correspond / correspondait à : I _____ I

1= Création d'activité, 2= Reprise d'activité, 3= Poursuite d'activité, 4= Extension d'activité

3.1 Statut foncier pour l'investissement Codev/Ogaf

Superficie concernée par le projet Codev/Ogaf :ha (1 ha = 10 000m²)

Faire-valoir et statut du terrain :

- | | | | |
|---|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> propriété privée | <input type="checkbox"/> location privée | <input type="checkbox"/> location domaniale | <input type="checkbox"/> cession gratuite |
| <input type="checkbox"/> propriété coutumière | <input type="checkbox"/> location coutumière | <input type="checkbox"/> autre, préciser..... | |

Si sur terrains coutumiers, préciser :

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> terres de réserve et agrandissements de réserve | <input type="checkbox"/> terres de GDPL | <input type="checkbox"/> terres claniques |
| <input type="checkbox"/> Autre, préciser..... | | |

Obtention du foncier : I _____ I 1= Facile, 2= Difficile

Si obtention difficile, pourquoi ?

.....

Retard sur la mise en œuvre du projet dû au foncier : I _____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de temps ?mois

3.2 Apport personnel

L'apport personnel comporte deux volets ; l'un en travail et l'autre en monétaire. L'apport monétaire peut avoir plusieurs origines que l'on va chercher à préciser dans le tableau ci-dessous.

Comment avez-vous fait pour l'apport personnel ?

Apport en travail : I _____ I 0=Non, 1=Oui

Apport monétaire : I _____ I 0=Non, 1=Oui. Si oui, reporter le code du type d'apport et compléter le tableau de la page suivante.

Type (1)	Montant (FCFP)	Année de l'emprunt	Durée de l'emprunt (années) Si emprunt bancaire ou ADIE	Préciser le nom de la banque

(1) 1= Epargne personnelle / Fonds d'épargne propre, 2= Don familial, 3= Prêt familial, 4= Prêt bancaire, 5= Prêt ADIE, 6= Prêt d'amis, 7= Cotisations des membres, 8= Autre, préciser.....

3.3 Emprunt complémentaire pour réaliser le projet

Le promoteur peut aussi recourir pour réaliser son projet à un emprunt distinct de la rubrique « apport personnel »

Emprunt complémentaire : I ____ I 0=Non, 1=Oui

Montant :FCFP Contracté en

Durée:ans

Auprès de qui ?.....

3.4 Etat de l'investissement

Tous les investissements prévus dans la demande ont-ils été réalisés? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si non, pourquoi ?

3.5 Origine des approvisionnements

Où vous êtes-vous fourni pour le matériel, les équipements et les intrants nécessaires à l'activité ?

☐ En province Nord ☐ En province Sud ☐ Autre, préciser.....

Si pas en province Nord, pourquoi ?

☐ Qualité ☐ Prix ☐ Pas le choix

Choix du matériel

☐ Le promoteur (PI*)

☐ La structure collective (PC**)

☐ Le technicien

☐ Autre, préciser.....

* Si promoteur individuel

** Si promoteur collectif

3.6 Etat actuel de l'activité

L'activité et l'investissement sont-ils assurés ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si non, pourquoi ?

☐ Activité toujours en cours
☐ Activité poursuivie sans rupture

Fréquence de l'activité

☐ Continue

☐ Occasionnelle

Si occasionnelle Nombre de mois par an : mois

Pourquoi l'activité est-elle occasionnelle ?

.....

.....

.....

☐ Rupture d'activité puis reprise

Période de rupture :années

Raisons de la rupture :

.....

.....

.....

Raisons de la reprise :

.....

.....

.....

☐ Activité modifiée par rapport au projet initial

Avez-vous modifié l'activité depuis qu'elle est en cours ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles modifications de l'activité avez-vous faites ?

.....

.....

.....

Au bout de combien de temps ?années

Pourquoi ?

.....

.....

.....

☐ Activité arrêtée

Date de l'arrêt : / /

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Combien de temps avez-vous pratiqué l'activité avant de l'arrêter ?années

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de reprise ?

.....

.....

.....

Qu'avez-vous fait à la place ?

.....

.....

.....

☐ Activité modifiée par rapport au projet initial

Avez-vous modifié l'activité lorsqu'elle était en cours ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles modifications de l'activité avez-vous faites ?

.....

.....

.....

Au bout de combien de temps ?années

Pourquoi ?

.....

.....

.....

4 Appréciation des effets de l'activité CODEV/OGAF

4.1 Impacts économiques

Comptabilité

Le projet Codev/Ogaf a-t-il impliqué l'adoption d'une comptabilité pour cette activité ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui, 2= Sommaire

Si oui, avez-vous un appui extérieur ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

De la part de qui ?

.....

.....

.....

Est-il possible de consulter votre comptable pour disposer de quelques données ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, pouvez-vous le prévenir ?

Les revenus

Les nouveaux biens ou denrées (produits agricoles, poissons...) produits dans le cadre du projet Codev/Ogaf sont-ils **utilisés directement par le ménage** ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Ces nouveaux biens ou denrées sont-ils **vendus** ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Le projet Codev/Ogaf a-t-il permis d'augmenter les revenus annuels du ménage ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien gagnez-vous en plus, en moyenne, par mois ? Préciser le montant exact. Combien de mois dans l'année ?

..... FCFP, pendant.....mois/an

S'il n'est pas possible de donner le montant exact, donner un ordre de grandeur

☐ 0 -20 000 F CFP

☐ 100 000 à 150 000 F CFP

☐ 20 000 à 50 000 F CFP

☐ 150 000 à 200 000 F CFP

☐ 50 000 à 100 000 FCP

☐ Plus de 200 000 F CFP, préciser.....

Si non, pourquoi ?

.....

.....

.....

Le projet Codev/Ogaf vous a-t-il permis de faire de nouvelles activités que vous ne faisiez pas auparavant ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui, 9= Sans objet

Si oui, lesquelles ?

.....

.....

.....

Les nouveaux biens ou denrées (produits agricoles, poissons...) produits **dans le cadre de ces nouvelles activités** sont-ils utilisés dans l'alimentation ou la vie quotidienne du ménage ?

I ____ I 0= Jamais, 1= Rarement, 2= Régulièrement, 3= Souvent

Emploi

Suite au projet soutenu par le Codev/Ogaf employez-vous de la main-d'œuvre ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau par type de main-d'œuvre employée.

Type de main-d'œuvre (1)	Nombre de personnes employées	Nombre de mois /an	Main-d'œuvre rémunérée ? (0= non, 1= oui)	Coût en FCFP /mois	Emploi local (0= non, 1= oui)

(1) 1= familiale, 2= adhérents et leur famille, 3=salariée occasionnelle / saisonnière, 4= salariée permanente

Insertion commerciale et économique

Qui sont vos clients ?

.....

.....

.....

Qui sont vos fournisseurs ?

.....

.....

.....

Recevez-vous d'autres aides pour cette activité ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, de la part de qui ?

.....

.....

.....

4.2 Impacts financiers du projet

Etat des remboursements

Où en êtes-vous dans le remboursement des emprunts contractés pour le projet ? (remplir le tableau de la page suivante)

	1	2
	Emprunt apport personnel	Emprunt complémentaire
Etat actuel de l'emprunt (1)		
Activité issue du projet (2)		
Autre activité rémunératrice, préciser		
Aide familiale		
Autre emprunt		
Cession du projet		
Cotisation des adhérents (PC*)		
Chantiers collectifs des adhérents (PC)		
Autre, préciser		

(1) 0= abandonné, 1= en cours, 2= remboursé

(2) 0= non, 1= oui, 9= sans objet

* Si promoteur collectif

Pérennité économique et financière du projet

Avez-vous un fonds de roulement suffisant / suffisamment d'argent disponible pour acheter les intrants et autres biens et services nécessaires au bon déroulement de l'activité ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Les équipements et / ou le matériel subventionné initial sont-ils toujours opérationnels ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, leur renouvellement est-il envisagé ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si envisagé, comment / origine des fonds ?

.....

.....

.....

Si pas envisagé, pourquoi ?

.....

.....

.....

Si non, ont-ils été remplacés ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si remplacés, comment / origine des fonds ?

.....

.....

.....

Si pas remplacés, pourquoi ?

.....

.....

.....

4.3 Impacts sur le travail

Organisation du travail

Les revenus tirés de l'activité soutenue par le projet Codev/Ogaf ont-ils permis de créer une nouvelle activité source de revenus ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ?

.....

.....

.....

Est-ce que le projet Codev/Ogaf vous conduit à consacrer moins de temps à certaines activités ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ou lesquelles ?

.....

.....

.....

Est-ce que le projet Codev/Ogaf vous permet de consacrer plus de temps à certaines activités ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, laquelle ou lesquelles ?

.....

.....

Pénibilité du travail

Le projet a-t-il permis de réduire la pénibilité du travail ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

En quoi ?

.....

.....

.....

Modifications des pratiques

Le projet subventionné par le Codev/Ogaf a-t-il provoqué des modifications des pratiques et de l'outil de travail ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau suivant

	Modification (0=non, 1=oui)	Maintien (0= non, 1= oui)	Préciser
1. Introduction de nouvelles techniques		
2. Changement du matériel et de l'équipement utilisés pour l'activité		
3. Introduction de l'irrigation		
4. Utilisation d'engrais, de pesticides		
5. Utilisation de nouvelles variétés, de nouvelles races		
6. Création de vergers		
7. Augmentation de la superficie utilisée		
8. Diminution de la superficie utilisée		
9. Autre, préciser		
.....		

Si les modifications n'ont pas été maintenues, pourquoi ?

- ☐ Abandon de l'activité subventionnée
- ☐ Coût de renouvellement des produits, du matériel et de l'équipement
- ☐ Coût d'entretien du matériel et de l'équipement
- ☐ Manque de formation
- ☐ Manque de suivi technique
- ☐ Choix personnel
- ☐ Autre, préciser.....

4.4 Impacts sur le lieu de résidence

Depuis que l'activité financée par le CODEV/OGAF a démarré est-ce que cela a impliqué des changements de domicile pour les ménages concernés ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de personnes ont changé de résidence ?personnes

D'où venaient-elles ? (indiquer le nombre par origine)

Nouméa	Une ville de la province Nord	Une ville d'une autre province	Une autre tribu	Autre, préciser

Est-ce un avantage d'avoir changé de lieu de résidence? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Sans l'aide Codev/Ogaf, qu'auriez-vous fait ? I ____ I

1= rester en tribu, 2= rester en ville, 3= revenir en tribu, 4= vous installer en ville

4.5 Impacts au niveau des relations au niveau local

La mise en œuvre du projet a-t-elle modifié vos relations au sein de la communauté ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, de quelles façons ?

.....

.....

.....

4.6 Impacts sur le bien-être des ménages

Est-ce que le projet a eu des effets sur la vie quotidienne des ménages ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, remplir le tableau de la page suivante.

	0= non, 1= oui
Augmentation de la consommation alimentaire	
Equipements ménagers : réfrigérateur/congélateur, lave-linge	
Télévision, téléphone fixe/portable, ordinateur, internet	
Voiture	
Financements des études des enfants	
Financement de formations professionnelles au sein du ménage	
Financement du permis de conduire du promoteur	
Financement du permis de conduire des enfants ou du conjoint(e)	
Autre, préciser	

5 Conditions d'élaboration du projet

5.1 Origine du projet

Au départ, le projet a été prévu comme l'activité principale de qui ? I ____ I

1= du promoteur, 2= du ménage, 3= de l'organisation collective, 4= de certains ou de la totalité des membres

Qui a eu l'idée de ce projet ? (*trois choix maximum*)

- ☐ Le promoteur (PI*)
 ☐ Un autre membre du ménage (PI)
- ☐ Des adhérents (PC**)
 ☐ Le bureau / le conseil d'administration (PC)
- ☐ Une personne du réseau social proche (famille, conseil coutumier...)
- ☐ Un technicien / un animateur provincial
- ☐ Une personne du réseau professionnelle
- ☐ Autre, à préciser.....

* Si promoteur individuel

** Si questionnaire promoteur collectif

1. Quels étaient vos objectifs au départ ? (*trois choix maximum*) Les indiquer dans le tableau ainsi que l'objectif principal initial

2. Si écart entre les objectifs initiaux du promoteur et ceux inscrits dans la demande de subvention l'indiquer dans le tableau

Pourquoi ces écarts avec la demande ?

.....

.....

.....

3. Quels étaient vos objectifs actuels ? (*trois choix maximum*) Les indiquer dans le tableau même si identiques aux objectifs de départ

Si évolution, pourquoi ?

.....

.....

.....

	1		2		3
Objectifs (0= non, 1= oui)	Initiaux	Initial principal	Dossiers	Ecart observé	Actuels
Par vocation					
S'installer en tant que travailleur indépendant					
Permettre l'installation d'adhérents (PC*)					
Créer une activité sur son foncier / dans sa tribu					
Augmenter les revenus					
Améliorer son outil de travail (pénibilité, organisation du travail, innovations techniques...)					
Développer une activité déjà existante					
Commercialiser la production					
Profiter de nouveaux marchés					
Améliorer le bien-être du ménage					
Améliorer les relations au niveau local / participer à la vie sociale locale					
Autre objectif, préciser					
.....					
Autre objectif, préciser					
.....					
Autre objectif, préciser					
.....					

* Si promoteur collectif

5.2 L'instruction du dossier et sa mise en œuvre

Le projet a-t-il été présenté plusieurs fois à la province avant d'être accordé ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, combien de fois ?fois

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Quel a été le délai entre dépôt du dossier et démarrage effectif du projet ?années

Le délai a-t-il eu des conséquences sur votre activité ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, quelles conséquences ?

.....

.....

Le projet déposé et accordé est-il différent de votre intention initiale ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui en quoi ?

.....

.....

.....

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Si projet sur terres coutumières

Y-a-t-il eu des difficultés dans la mise en œuvre avec les clans et / ou la tribu ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui lesquelles ? (trois raisons maximum)

.....

.....

.....

Lors du montage et de la mise en œuvre du projet quels sont les appuis dont vous avez bénéficié ?
Comment les jugez-vous ? (1= très satisfaisant, 2= satisfaisant, 3= insuffisant)

	0= non 1= oui	Code 1 à 3	Qui vous a appuyé?	Observations
Montage du dossier technique		
Montage du dossier de crédit		
Appui de terrain		
Gestion / comptabilité		
Insertion dans les réseaux commerciaux		
Formation		
Information sur les organisations professionnelles		
Autre, préciser

6 Evolution future possible de l'activité subventionnée

Comment voyez-vous le futur de l'activité subventionnée ?

I ____ I 0= arrêt, 1= maintien, 2= diminution, 3= développement

Pourquoi ?

.....

.....

.....

Avec quels moyens ?

.....

.....

.....

7 Appréciation globale des effets du Codev/ de l'Ogaf

Pour vous, qu'est-ce qui est le plus important dans ce que vous a apporté le projet Codev/Ogaf ?

Classer les réponses par ordre décroissant d'importance

(Impacts économiques, financiers, sur le travail, sur le lieu de résidence, sur les relations au niveau local, sur le bien-être du ménage, choix de vie)

Points positifs	Points négatifs
1.	1.
2.	2.
3.	3.
4.	4.
5.	5.
6.	6.

Suggestions pour améliorer le dispositif

.....

.....

.....

Appréciation globale sur les politiques de développement provinciales

Savez-vous d'où viennent les subventions que vous avez reçues ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, préciser

- ☐ Commune
 ☐ Nouvelle-Calédonie
 ☐ Autre, préciser.....
- ☐ Province Nord
 ☐ France

Connaissez-vous le CODEV / les OGAF ? I ____ I 0=Non, 1=Oui

Avez-vous déjà entendu parler du Plan d'actions économiques (PAE) de la province Nord ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Pouvez-vous citer trois grands projets de développement menés par la province Nord ?

I ____ I 0=Non, 1=Oui

Si oui, donnez des exemples (ne pas proposer mais cocher les réponses et ajouter si nécessaire)

- ☐ Usine du Nord
 ☐ Grands hôtels
 ☐ Centres de tri
- ☐ Transversale Koné-Tiwaka
 ☐ Fermes de crevettes
 ☐ Autre, préciser.....